



CYCLES
INTERNATIONAUX
SPÉCIALISÉS
D'ADMINISTRATION
PUBLIQUE

CISAP 2018



Avant-propos

Chaque année plus de 550 cadres supérieurs de l'État, des collectivités locales et des services publics suivent les Cycles internationaux spécialisés d'administration publique (CISAP) organisés par l'École nationale d'administration.

Reflets de l'évolution du management public ainsi que des débats sur la réforme de l'État et les valeurs du service public, ces cycles ont pour objectif de relayer l'innovation dont l'administration française est porteuse, sans pour autant vouloir imposer un modèle. Contribuant au renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs impliqués dans la sphère publique, les formations sont ouvertes aux hauts responsables et leaders de l'administration publique dans le monde qui souhaitent échanger, comparer, développer de nouveaux savoir-faire directement liés à leurs missions.

Pour la première fois cette année, onze CISAP sont proposés en anglais sur les trente que compte ce catalogue. Par ailleurs, afin de mieux répondre aux demandes, plusieurs thématiques ont été introduites en partenariat avec d'autres institutions, de l'innovation dans les politiques publiques à la sécurisation foncière, de la négociation au management de crise, du management de la formation à l'aide publique au développement.

Suivre un CISAP à l'ENA constitue ainsi une occasion unique de réfléchir sur ses missions, d'étendre son réseau professionnel et de confronter son expérience avec celle de collègues venus du monde entier. C'est aussi faire la démarche, indispensable pour toute administration, de se former tout au long de sa carrière pour être plus efficace au service de son pays et de ses concitoyens.

Je souhaite que ce catalogue 2018 vous incite à vous joindre à tous ceux, étrangers et français, qui ont fait confiance à l'ENA dans cette exigence de formation continue, et me donne ainsi le plaisir de vous y accueillir prochainement.

Patrick Gérard
Directeur de l'École nationale d'administration

Foreword

Each year, more than 550 senior civil servants from central governments, local governments and other public bodies attend Specialized International Cycles in Public Administration (CISAPs) organized by the Ecole nationale d'administration (ENA).

Reflecting the evolution in public management as well as current debates on State reform and public service values, these courses aim to pass on the French civil service's innovation dynamic, without trying to impose a particular model. These cycles contribute to reinforcing the capacities of all public sphere stakeholders. They are open to senior managers and leaders in public administration worldwide who wish to exchange, compare or develop new know-hows directly linked to their missions.

For the first time this year, eleven CISAPs are offered in English, out of the thirty listed in this catalogue. Moreover, to better meet attendees' needs, several new themes have been introduced in partnership with other institutions, from public policy innovation to land tenure securing, from negotiation techniques to crisis management, from employment training management to public development aid.

Attending a CISAP course at ENA therefore represents a unique occasion to think about your mission, to extend your professional network and to compare your own experience with that of colleagues from all over the world. It also means taking the initiative, which is of essential value to all administrations, to keep on learning throughout your career, in order to be more efficient in serving your country and your fellow citizens.

I wish that the 2018 catalogue will encourage you to join the ranks of those from overseas and from France who have trusted ENA's high standards of continuing education, and that I will have the pleasure of welcoming you in the near future.

Patrick Gérard
Director of the École nationale d'administration (ENA)

Présentation

La pédagogie

L'École nationale d'administration (ENA) organise, à l'intention de hauts fonctionnaires étrangers et français, des sessions de formation de courte durée intitulées Cycles internationaux spécialisés d'administration publique (CISAP). Ces cycles de formation permettent un perfectionnement des connaissances et des compétences dans des domaines d'expertise particuliers, répartis selon trois axes principaux: gouvernance, management et action publique européenne.

L'ensemble de ces cycles de formation répond à une approche interministérielle comparative et s'appuie sur des échanges de compétences et de bonnes pratiques.

Organisés à Paris, sur une durée allant généralement de 1 à 2 semaines, ils sont de plus en plus souvent pensés en hybridation avec des séquences proposées en amont en e-learning (MOOC ou SPOC) et/ou la mise en place d'espaces dédiés d'échanges et d'informations, pilotés par les responsables de formation, sur notre plate-forme moodle.

Les langues

Les cycles de ce catalogue peuvent, le cas échéant, être organisés dans une autre langue (français, anglais, espagnol) sur une durée réduite à une semaine, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures (15 minimum). L'ENA s'engage alors à réaliser la formation dans les trois mois suivants.

Les prestations sur mesure

L'ENA est par ailleurs à même de réaliser des formations sur mesure pour un public identifié par les structures nationales. La commande de formation présentant un cahier des charges détaillé peut être faite tout au long de l'année et réalisée en France (Paris ou Strasbourg) ou sur place selon les cas. Une proposition pédagogique et financière est faite par l'ENA à destination du commanditaire et, dès l'aval de cette proposition, une convention de formation est établie entre les deux organismes.

Ces formations peuvent se décliner selon les formats suivants:

- séjours d'étude personnalisés;
- formation/séminaires internationaux en présentiel;
- formation/séminaires en visio conférence;
- webinar – séminaires en ligne;
- classes Skype et travaux dirigés à distance.

Elles peuvent toutes donner lieu à des formats hybrides avec des séquences à distance en amont des séquences en présentiel.

Le calendrier des formations

Conçu sur deux ans, le catalogue reprend chaque année les formations les plus demandées. Certaines thématiques ne sont proposées que tous les deux ans (ex: Actualités et réformes des marchés publics, Les centres de gouvernement, Promotion des biens culturels et naturels, Organization of parliamentary work...).

Le catalogue est disponible sur le site internet de l'ENA: www.ena.fr

Presentation

Teaching

The Ecole Nationale d'Administration (ENA) runs short training courses known as Specialized International Cycles in Public Administration (CISAP) aimed at senior civil servants from abroad and France. These courses enable you to perfect your knowledge and skills in specific fields of expertise, covering three main areas: governance, management and European public action.

As the courses are job-orientated, they are all designed with a comparative inter-ministerial approach and rely upon the exchange of skills and good practices.

The courses are held in Paris usually over a period of 1 or 2 weeks and are increasingly conceived in combination with e-learning sequences (MOOC or SPOC) to be taken beforehand and/or in dedicated spaces set up on our Moodle platform for exchanges and information, run by the course managers.

Languages

If need be, courses in this catalogue can be held in another language (French, English, Spanish) for a shortened duration of one week, subject to there being sufficient applications (15 minimum). In that case, ENA undertakes to hold the courses within the following three months.

Tailor-made courses

Furthermore, ENA also offers tailor-made-courses, for other candidates identified by the national structures. These courses from amongst the detailed list can be offered at any time of the year either in France (Paris or Strasbourg) or at your chosen site. ENA will make an educational and financial offer to the structures concerned. Once the offer has been approved, a training contract will be drawn up between the two organizations.

These courses can be designed in the following formats:

- Personalized study visits;
- International in-class courses/seminars;
- Video-conference courses/seminars;
- Webinar-seminars online;
- Skype classes and distance-learning practical classes.

Any course may be structured in a hybrid format with distance-learning sequences preceding the in-class sequences.

Training calendar

Designed over two years, the catalogue presents the most popular courses each year. Certain themes are only offered every two years (for example, "Public Contracts: Current Developments and Reforms", "Centers of Government", "Promoting Cultural and Natural Heritage", "Organization of Parliamentary Work", etc.).

You may consult the catalogue on ENA's website: www.ena.fr

Calendrier

FR CISAP EN FRANÇAIS

MARS

05 > 16	Femmes dirigeantes: management et leadership	10
19 > 30	Préparation et exécution du budget de l'État	14
19 > 30	Gouvernance et développement territorial: les enjeux de la décentralisation	16
19 > 13 avr.	Organisation du travail parlementaire	18

AVRIL

03 > 13	Pratique de la négociation et de la médiation	20
23 > 27	Union européenne et politique européenne de voisinage sud	22
23 > 13 mai	Gestion de projet Formation SPOC à distance	24

MAI

14 > 25	Gestion de projet Formation en présentiel	24
14 > 25	Contrôle, audit et évaluation de la dépense publique	28
22 > 1 ^{er} juin	Conduire le changement dans l'administration	30

JUIN

04 > 08	Innovation et transformation numérique du secteur public	32
04 > 15	Promotion et valorisation des biens culturels et naturels	36
25 > 06 juil.	La lutte contre la corruption	40
25 > 06 juil.	Nouveaux enjeux, nouveaux outils, nouveaux acteurs de l'aide internationale au développement	42

JUILLET

09 > 20	Conduite de projet et ingénierie de la formation	44
---------	--	----

SEPTEMBRE

17 > 28	Management de crise et gestion post-conflit	46
24 > 28	Trajectoire d'une norme européenne: de sa genèse au contentieux	48

OCTOBRE

08 > 19	Protection des droits de l'homme	50
---------	----------------------------------	----

NOVEMBRE

05 > 16	GRH et management dans la fonction publique	26
---------	---	----

DÉCEMBRE

03 > 14	Les politiques publiques: de la conception à l'évaluation	58
---------	---	----

EN CISAP EN ANGLAIS

MARS

12 > 23	Démocratie ouverte	12
---------	--------------------	----

MAI

14 > 25	Management dans la fonction publique	27
---------	--------------------------------------	----

JUIN

04 > 15	Compétences et outils diplomatiques dans un monde en mutation	34
11 > 15	Innovation et transformation numérique du secteur public	33
18 > 22	L'action extérieure de l'Union européenne: principaux acteurs et enjeux majeurs	38
18 > 29	Organisation du travail parlementaire	19

SEPTEMBRE

10 > 21	La lutte contre la corruption	41
---------	-------------------------------	----

OCTOBRE

1 ^{er} > 12	Gouvernance locale	17
08 > 19	Gestion des investissements publics	52
15 > 19	Asile et migrations dans l'Union européenne	54

NOVEMBRE

26 > 7 déc.	Politiques urbaines et internationalisation des villes	56
-------------	--	----

Calendar

FR CISAP IN FRENCH

MARCH

5 > 16	Women Leaders: Management and Leadership	11
19 > 30	Preparing and implementing the State Budget	15
19 > 30	Local government and Territorial development	16
19 > Apr. 13	The Organization of Parliamentary Work	18

APRIL

03 > 13	Negotiation and mediation	21
23 > 27	The European Neighbourhood Policy in the Southern Countries	23
23 > May 13	Project Management Spoc course	25

MAY

14 > 25	Project management In-class course	25
14 > 25	Control, audit and assessment of public expenditure	29
22 > June 1st	Change management in administration	31

JUNE

04 > 08	Innovation and digital transformation of the public sector	32
04 > 15	Promoting and Enhancing Cultural and Natural Heritage	37
25 > July 06	Fighting corruption	40
25 > July 06	New issues, new tools, new players in international development aid	43

JULY

9 > 20	Project Management and Training engineering	45
--------	---	----

SEPTEMBER

17 > 28	Crisis management and post-conflict management	47
24 > 28	EU law in action: from inception to litigation	49

OCTOBER

08 > 19	Protecting human rights	51
---------	-------------------------	----

NOVEMBER

05 > 16	Human Resources Management in the public sector	26
---------	---	----

DECEMBER

03 > 14	Public policies: from conception to evaluation	59
---------	--	----

EN CISAP IN ENGLISH

MARCH

12 > 23	Open Democracy and Government	13
---------	-------------------------------	----

MAY

14 > 25	Management in the public sector	27
---------	---------------------------------	----

JUNE

04 > 15	Diplomatic Skills and Tools in a Changing World	35
11 > 15	Innovation and digital transformation of the public sector	33
18 > 22	EU diplomacy: Main Actors and Challenges	39
18 > 29	The Organization of Parliamentary Work	19

SEPTEMBER

10 > 21	Fighting corruption	41
---------	---------------------	----

OCTOBER

1st > 12	Local government	17
08 > 19	Public Investment Management	53
15 > 19	Asylum and migration in the European Union	55

NOVEMBER

26 > Dec. 07	Local Authorities, Cities and Global Diplomacy	57
--------------	--	----

Conditions d’admission aux CISAP de l’ENA

PROFIL DES CANDIDATS

Les cycles sont réservés à des fonctionnaires étrangers et français, cadres de grands services publics, d’entreprises publiques ou assimilées, justifiant de trois ans d’ancienneté au moins et qui sont:

- présentés par leur gouvernement;
- titulaires d’un master ou d’un diplôme équivalent attestant de quatre années d’enseignement supérieur au moins ou, dans certains cas, en charge de responsabilités qui démontrent une capacité équivalente.

Une bonne maîtrise de la langue dans laquelle est dispensé le cycle est indispensable.

PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

Les candidatures doivent être déposées en ligne sur le site de l’ENA à l’adresse suivante: <http://www.ena.fr/index.php/Europe-International/Programmes-de-formation-internationaux/Les-cycles-courts>.

Les dossiers en version papier ou scannée, accompagnés des pièces justificatives, doivent être déposés auprès du service de coopération et d’action culturelle de l’ambassade de France du pays de résidence du candidat et validés par celui-ci qui se chargera de leur transmission à l’ENA. Les délais prescrits doivent être strictement respectés. Les dossiers incomplets ne seront pas examinés. La date limite d’envoi des candidatures est de 60 jours avant le début de chaque cycle. L’ENA se réserve la possibilité d’annuler tout cycle qui n’aurait pas réuni suffisamment de candidatures à la date limite.

ADMISSION

Ne sont définitivement admis que les candidats pouvant justifier dans les délais prévus du financement de leur formation (frais d’inscription, de voyage, de séjour et d’assurance).

PARTICIPATION AU CISAP

Dès notification de son admission, le candidat doit prendre toutes les dispositions pour se présenter à l’ENA le premier jour du cycle en ayant préalablement accompli toutes les démarches relatives à son installation à Paris. Cela suppose qu’il prévoie d’arriver au moins un jour entier avant le début du cycle.

Un candidat se présentant après cette date peut se voir refuser la participation à la session et perdre le bénéfice de la bourse obtenue à cet effet. La délivrance d’un certificat de spécialité est, par ailleurs, subordonnée à une assiduité constante de la part de l’auditeur.

FRAIS D’INSCRIPTION

Les frais d’inscription pour les candidats non boursiers du gouvernement français sont de:

- **1000€ pour les cycles de 1 semaine**
 - **1600€ pour les cycles de 2 semaines**
 - **2300€ pour les cycles de 3 semaines**
 - **3000€ pour les cycles de 4 semaines**
- Hors frais obligatoires d’assurance.

MODALITÉS FINANCIÈRES

Le candidat peut solliciter auprès de l’ambassade de France une bourse du Gouvernement français. Il peut aussi rechercher un financement auprès du gouvernement qui le présente, ou auprès d’une institution nationale ou internationale, privée ou publique. Il peut enfin disposer de ressources propres.

Conditions for admission to ENA’s CISAP Courses

APPLICANT PROFILE

The courses are reserved for international and French senior civil servants in government departments, senior managers in public sector companies, or similar profiles. Applicants must show proof of at least three years of professional experience and must:

- be introduced by their government;
- hold a Masters or equivalent degree attesting to at least four years of higher education; or in certain cases, hold a position of responsibility demonstrating an equal level of competence.

Proficiency in the language in which the course is delivered is essential.

APPLICATION

Application is to be done online on ENA website at the following address: <http://www.ena.fr/index.php/eng/Europe-International/Programmes-de-formation-internationaux/Les-cycles-courts>.

Once completed and accompanied by the required official documents, application forms must be presented by home government officials to the cultural and cooperation service of the French Embassy in the residence country of the candidate, which forwards them to ENA. The stated deadlines must be strictly observed. Incomplete applications will not be considered. The deadline for submitting applications is 60 days before the beginning of the course. ENA reserves the right to cancel any course that has an insufficient number of applicants by the deadline.

ADMISSION

Only applicants who can prove in due course to have funding to cover the costs of travel, accommodation, insurance and tuition fees, will obtain confirmed admission.

ATTENDING THE CISAP COURSE

Once applicants have received confirmation of admission, they must make all the necessary arrangements to ensure they are present at ENA on the first day of the course, after having made all the necessary preparations for their stay in Paris beforehand. Applicants should therefore plan to arrive at least 24 hours before the start of the course. Any applicant not present on the first day of the course may be refused admission to the session and may forfeit any grant obtained for the course. The certificate of attendance will only be issued subject to the participant’s full, participation.

TUITION FEES

Tuition fees for applicants not in receipt of a French government grant are as follows:

- **€ 1,000 for 1-week courses**
 - **€ 1,600 for 2-week courses**
 - **€ 2,300 for 3-week courses**
 - **€ 3,000 for 4-week courses**
- Excluding compulsory insurance fees.

FINANCIAL TERMS

Applications for a grant from the French government may be submitted to the French Embassy. Applicants may also apply for grants from other private or public, national or international institutions, or from the government that has presented them. They may use lastly their own personal resources.

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 5 au 16 mars 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Toute personne désireuse de mieux cerner les enjeux liés à l'égalité femmes-hommes au sein de son organisation, et désireuse d'améliorer ses compétences en termes de leadership et de management (fonction publique, collectivités locales, entreprises publiques ou organismes privés).

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Les auditeurs seront amenés à travailler en sous-groupes sur des exemples de projets de transformation. Des temps de préparation seront intégrés dans le programme ainsi qu'un temps de restitution de ces travaux.

VERBATIM

« Cette formation m'a permis de mieux m'affirmer en tant que leader féminine. Thématique à reconduire absolument. »

« Cette formation a été très importante pour moi en tant que personne, femme et fonctionnaire publique! »

MANAGEMENT

Femmes dirigeantes:
management et leadership

POLITIQUES D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES PLAFOND DE VERRE

LEADERSHIP PRATIQUE MANAGÉRIALE

PRÉSENTATION

À l'étranger comme en France, les politiques d'égalité femmes-hommes soulignent la nécessité de faciliter l'accès des femmes aux postes à responsabilité. Pour ce faire, l'État français s'est doté d'objectifs volontaristes, notamment pour 2018, afin d'atteindre 40% des nominations de cadres de femmes aux emplois d'encadrement supérieur et dirigeant. Briser le « plafond de verre » devient un objectif à part entière pour les administrations ou les entreprises.

Au-delà des politiques publiques et des dispositifs aujourd'hui mis en œuvre en France pour agir sur l'égalité femmes-hommes, tant au niveau politique qu'au niveau professionnel et sociétal, la formation analysera les freins et l'autocensure féminine, revisitera les stéréotypes, les filtres culturels et éducatifs qui déterminent la vision du monde et la manière d'agir de chacun. Ce cycle abordera également le rôle des hommes dans l'égalité entre les sexes.

Ces deux semaines seront l'occasion de dynamiser les auditrices en quête de nouvelles responsabilités, de les inviter à affirmer leur leadership et leur pratique managériale, à davantage oser s'engager dans des postes clés, tout en restant cohérentes avec leurs valeurs, leurs intérêts professionnels, personnels et leurs objectifs propres.

OBJECTIFS

- Identifier et analyser les freins et l'autocensure féminine
- Savoir lutter contre les stéréotypes
- Développer son leadership et son assertivité
- Optimiser ses pratiques managériales
- Identifier les moyens d'agir sur l'égalité entre les femmes et les hommes

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Les politiques d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- La lutte contre les stéréotypes et les discriminations
- Les dispositifs de parité
- Le leadership: méthodes et techniques pour améliorer sa communication et son influence
- Techniques de développement de l'assertivité et de l'affirmation de soi
- Outils pour optimiser ses pratiques managériales
- Définition et élaboration d'une stratégie pour favoriser l'égalité femmes-hommes au sein de sa structure et/ou de son pays

MANAGEMENT

Women Leaders:
Management and Leadership

GENDER EQUALITY POLICY GLASS CEILING LEADERSHIP

MANAGERIAL PRACTICE

OUTLINE

Abroad as in France, policies regarding equality between men and women underline the need to facilitate women's access to positions of responsibility. In order to do so, France has adopted objectives for 2018 targeting 40% of appointments of female to managerial and senior management positions. For government or for businesses, "breaking the glass ceiling" is an aim in itself.

Beyond public policies and measures currently in place in France to act upon equality between men and women at political, professional and societal level, this course will analyze women's obstacles and self-censorship, taking a fresh look at stereotypes and at the cultural and educational filters that determine a person's vision of the world and behavior. This course will also deal with the men's role in equality between the genders.

These two weeks will be the occasion to boost the women auditors in search of new responsibilities, to invite them to affirm their leadership and their managerial practice, to dare to become involved in key positions, while remaining at one with their own values, professional and personal interests and objectives.

OBJECTIVES

- To identify and analyze the obstacles and women's self-censorship
- To know how to fight against stereotypes
- To develop leadership and assertiveness
- To optimize managerial practices
- To identify the means to act on equality between men and women

PROVISIONAL CONTENTS

- Policies on professional equality between men and women
- Fighting against stereotypes and discrimination
- Provisions for parity
- Leadership: methods and techniques for improving one's communication and influence
- Techniques for developing assertiveness and self-assertion
- Tools for optimizing managerial practices
- Defining and drawing up a strategy to encourage equality between men and women within one's organization and/or country

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** March 5 to 16, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fee for candidates without a french government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Any individual wishing to gain a better understanding of the gender equality stakes within his/her organization, and wishing to improve his/her skills in terms of leadership and management (civil service, local government, public businesses or private organizations).

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants will be required to work in small groups on transformation case studies. Preparation time will be included in the program as well as time for the work to be handed back.

TESTIMONIALS

"This course enabled me to better assert myself as a women leader. A theme which absolutely must be presented again."

"This course has been very important to me as a person, as a woman and as a civil servant!"

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 12 au 23 mars 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Élus locaux, magistrats, hauts fonctionnaires, membres de cabinet, membres de la société civile, experts en informatique ou en relations publiques.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers et travaux en groupes seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques.

GOVERNANCE

Démocratie ouverte

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE TRANSPARENCE CITOYENNETÉ

REDEVABILITÉ PROTECTION NUMÉRIQUE MODERNISATION

PRÉSENTATION

La démocratie du XXI^e siècle tend à devenir une démocratie ouverte, partagée et transparente. Entre septembre 2016 et septembre 2017, la France a assuré la présidence du Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui regroupe aujourd'hui 75 pays et des centaines d'organisations de la société civile. Les grands principes de la Déclaration de gouvernement ouvert fondent cette nouvelle démocratie:

- transparence de l'action publique, notamment via l'ouverture des données publiques;
- participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques;
- intégrité de l'action publique et des agents publics;
- utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité.

Ce cycle, anciennement intitulé «Les nouvelles relations administration et citoyens», propose aux auditeurs de réfléchir aux moyens d'établir une démocratie transparente et de proximité et une action publique collaborative. Il vise à rendre les auditeurs plus conscients des différents enjeux de la modernisation de l'action publique, du développement du numérique et de la démocratie participative.

OBJECTIFS

- Savoir utiliser les techniques d'innovation en matière d'action publique et de concertation
- Acquérir les bases essentielles concernant les droits et obligations des citoyens
- Savoir mobiliser les agents publics et les citoyens dans la conception et la mise en œuvre de l'action publique
- Connaître les enjeux internationaux propres au développement du numérique

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Le Partenariat pour un gouvernement ouvert
- La modernisation de l'action publique et l'innovation/démocratie participative: le renforcement des citoyens à la prise de décision politique
- Ateliers: la modernisation des interactions entre l'État et les citoyens/échanges d'expérience
- Présentation de projets Ville de Paris in situ
- Le renforcement des droits et garanties du citoyen face à l'administration/le Défenseur des droits: présentation de l'Institution et de son fonctionnement
- L'accès aux documents administratifs
- La protection de la vie privée des citoyens dans le monde du numérique: le rôle de la CNIL
- L'ouverture des données/gouvernance internationale d'Internet
- Études de cas: le site service-public.fr; la e-administration: la DGFIP
- Ouverture et redevabilité
- Numérique et développement
- Déontologie et administration/transparence de la vie publique et économique/développement des règles de transparence de la vie publique

GOVERNANCE

Open Democracy and Government

PARTICIPATORY DEMOCRACY TRANSPARENCY ACCOUNTABILITY

DIGITAL MODERNIZATION

OUTLINE

Democracy in the 21st century is tending towards open, shared and transparent government. Between September 2016 and September 2017, France chaired the Open Government Partnership (OGP), that currently brings together 75 countries and several hundred civil society organizations. The main principles of the Declaration of Open Government have been drawn as followed:

- public action transparency, particularly via the openness of public data;
- citizen participation in designing and assessing public policies;
- fostering the integrity of public action and of public agents;
- the use of new technologies facilitating openness and accountability.

This specialized international course, previously entitled "New Relationships between Administration and Citizens", intends to make students reflect upon the means of establishing a transparent and grassroots-based democracy as well as collaborative public action. It aims at making students more aware of the stakes and implications of public action modernization, of digital development and of participatory democracy.

OBJECTIVES

- To learn how to use innovation techniques in public action and consultation.
- To acquire essential basic knowledge about citizens' rights and obligations.
- To know how to mobilize public agents and citizens in designing and implementing public action.
- To gain an understanding of the international implications of digital development.

PROVISIONAL CONTENTS

- The Open Government Partnership.
- Public action modernization, innovation and participatory democracy: the reinforcement of citizens' political decision-making.
- Workshops: the modernization of interactions between the State and the citizens – experience sharing.
- *In situ* depiction of City of Paris programs.
- Reinforcing the rights and guarantees of the citizen in its dealings with the government – France's Defender of Rights: the institution and how it operates.
- Public access to administrative documents – case studies.
- Protecting citizens' private life in the digital world: the role of CNIL (France's Data Protection Authority).
- Data openness and the Internet's international governance.
- Case studies: the French public service website service-public.fr; e-administration: the DGFIP (General Directorate of Public Finance)
- Economic development in the digital age.
- Ethics and administration – life transparency – developing rules for transparency.

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: March 12 to 23, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Elected officials, judges, high-ranking civil servants, ministerial staff, members of the associative sector, computing or public relations experts.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Several workshops and group-work activities will be organized throughout the course. Participants are asked to prepare whatever they consider useful for role-play sessions and practical cases.

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 19 au 30 mars 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Fonctionnaires des ministères économiques et financiers et fonctionnaires des autres ministères directement impliqués dans l'élaboration et/ou l'exécution de leur budget.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins. Les auditeurs auront l'opportunité de remobiliser leurs acquis théoriques par leur participation à un serious game en milieu de cycle.

VERBATIM

«Beaucoup d'échanges sur son expérience professionnelle, en particulier grâce à l'organisation du jeu de rôle.»

«Je remercie l'Ena pour ce cycle, je suis très satisfait de tout.»

GOUVERNANCE

Préparation et exécution
du budget de l'État

BUDGET LOIS DE FINANCES PERFORMANCE
COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT RECETTES

PRÉSENTATION

Le rôle du budget de l'État s'est constamment élargi depuis plusieurs décennies. Loin du périmètre comptable et financier, il s'agit désormais d'un instrument de politique économique, ainsi que de maîtrise, d'orientation, de programmation, et de communication de l'action de l'État dans son ensemble. Cette expansion, qui fonde de nouveaux enjeux, impose de nouvelles exigences dans les processus de construction et de modification du budget de l'État. En France, si la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) a établi des liens forts entre la politique budgétaire et comptable et le pilotage des politiques publiques, les procédures de construction et de révision du budget de l'État restent des moments de choix stratégiques et d'importantes controverses politiques. De la manière dont elles sont menées dépend souvent la santé financière de l'État ainsi que l'efficacité de son action à moyen terme. Au-delà de la dimension budgétaire, les modalités de réalisation du budget de l'État constituent des indicateurs de la crédibilité économique de l'action publique. L'objectif de ce cycle est de faire le point sur les processus de construction, révision et réalisation budgétaire tout en initiant les participants aux différents instruments et possibilités de régulation financière.

OBJECTIFS

- Acquérir et consolider ses connaissances sur les différentes approches budgétaires de l'État
- Maîtriser les étapes de l'élaboration des lois de finances
- Maîtriser les différents aspects de la comptabilité de l'État
- Connaître la division des compétences en matière d'exécution administrative du budget
- Acquérir les bases essentielles du contrôle de la dépense publique

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Introduction et principes du cadre budgétaire de l'État
- Les dimensions et logiques du budget de l'État: comptable, économique, financier, pilotage, etc.
- Gouvernance et acteurs des processus budgétaires
- Cadre juridique de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'État
- Le budget de l'État à l'épreuve des impacts économiques
- La révision et rectification de la loi de finances
- L'exécution budgétaire et comptable de la loi de finances
- La programmation, la pluriannualité et ses effets sur les politiques budgétaires
- Problématiques, mise en place et conséquences d'une réforme budgétaire

GOVERNANCE

Preparing and implementing
the State Budget

BUDGET FINANCE LAWS PERFORMANCE
STATE ACCOUNTING REVENUE

OUTLINE

The role of the State budget increased constantly over the last few decades. Far from the perimeter of accounting and finance, it has become an instrument of economic policy, as well as a mean of control, orientation, programming and communication of the State's entire action. This expansion means there are new implications and requirements in the processes of construction and amendment to the State budget.

In France, although the Organic Law regarding the Finance Laws (LOLF) has established strong bonds between budget policy, accounting policy and the steering of public policy, the procedures of construction and revision of the State budget are still a moment of strategic choice and important political controversy. The way procedures are carried out is often decisive for the financial health of the nation and the effectiveness of its medium-term action. Beyond the budgetary dimension, the means of implementing the State budget are indicators of the economic credibility of public action. This course aims to explain the processes of construction, revision and implementation of the budget, to familiarize participants with the parameters and the markers of these processes, while introducing them to the various instruments and possibilities of financial regulation.

OBJECTIVES

- To acquire and consolidate your knowledge of the various budgetary approaches to the State budget
- To understand the stages involved in drawing up the finance laws
- To understand the different aspects of State accounting
- To become familiar with how areas of skill are applied in terms of administrative implementation of the budget
- To acquire essential basic knowledge on the control of public spending

PROVISIONAL CONTENTS

- Introduction to and principles of the State budgetary framework
- The dimensions and logic of the State budget: accounting, economic, financial, steering, etc.
- Governance and stakeholders of budgetary processes
- Legal framework of the drawing up and implementation of the State budget
- How the State budget withstands economic impacts
- Revising and rectifying the finance law
- Budgetary and accounting implementation of the finance law
- Programming, multiannual planning and its effect on budgetary policy
- Problems, setting up and consequences of budgetary reform

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** March 19 to 30, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Civil servants from economic and financial ministries and civil servants from other ministries directly involved in drafting and/or implementing their budget.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants are asked to prepare whatever they consider useful for role-play sessions and practical cases, according to their expectations and requirements. Participants will take part to a serious game in the middle of the course, in order to apply their theoretical knowledge.

TESTIMONIALS

“A lot of exchanges about professional experience, particularly thanks to the organization of role-play sessions.”

“I would like to thank ENA for this course. I'm am very satisfied with everything.”

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 19 au 30 mars 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Dirigeants territoriaux des services déconcentrés et décentralisés, fonctionnaires des ministères impliqués dans le développement local.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une approche comparative sera privilégiée. Des ateliers de mise en pratique et d'études de cas seront au cœur des dispositifs pédagogiques mis en place lors de ce cycle. Les auditeurs seront invités à présenter les aspects pertinents de leur situation nationale relative à l'organisation territoriale de leur pays. Il leur est donc recommandé d'apporter toute documentation susceptible de contribuer à enrichir le cycle. Une plateforme collaborative sera ouverte une semaine avant la formation.

VERBATIM

«J'ai beaucoup aimé les exemples pratiques et les expériences propres des intervenants qui étaient des vrais professionnels. J'ai aussi apprécié la diversité du groupe, la qualité humaine et professionnelle des collègues.»

«L'apport des stagiaires de nombreux pays est très enrichissant. Il apporte le recul indispensable sur les thématiques abordées.»

GOUVERNANCE

Gouvernance et développement territorial: les enjeux de la décentralisation

DÉCENTRALISATION DÉCONCENTRATION DÉMOCRATIE LOCALE

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL POLITIQUES PUBLIQUES

SÉCURISATION FONCIÈRE

PRÉSENTATION

Présentée comme un principe de bonne gouvernance démocratique, la décentralisation place le développement territorial au cœur des dispositifs de réforme de l'État. Elle est même inscrite comme un principe constitutionnel dans nombre de pays et fait du développement local un principe d'affirmation et de renouvellement de la participation citoyenne aux affaires publiques. Qui sont les acteurs et les facteurs clés du développement d'un territoire? Comment mettre en œuvre un projet de développement local sur le long terme, quels sont les outils efficaces de gestion publique?

OBJECTIFS

- Acquérir une vision large des grands principes de la gouvernance territoriale
- Donner une dimension concrète aux enjeux des réformes en favorisant l'échange d'expériences
- Proposer des outils pour concevoir et mettre en œuvre un projet de développement territorial en le situant dans son contexte et ses enjeux, à travers des exemples de projets réussis, l'échange de réflexions stratégiques, et des outils budgétaires et techniques
- Intégrer la place du citoyen dans la gestion locale et analyser les enjeux démocratiques dans la mise en œuvre des politiques publiques

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- L'articulation des pouvoirs locaux et de l'État en France: entre décentralisation et déconcentration
- Les acteurs clés du développement territorial
- L'élaboration et la mise en place d'un budget communal
- Les grands principes d'action de l'ingénierie et de la gestion de projet
- Les grands enjeux du management territorial
- L'évaluation des politiques publiques
- La place du citoyen dans la gestion locale
- L'évolution des outils et des pratiques: l'exemple de la politique de sécurisation foncière (en partenariat avec l'IGN FI Institut national de l'information géographique et forestière-France International)

GOVERNANCE

Local Government

DECENTRALIZATION DECONCENTRATION LOCAL DEMOCRACY

TERRITORIAL DEVELOPMENT DEVOLUTION PUBLIC POLICY

SECURING LAND TENURE

OUTLINE

Presented as a principle of good democratic governance, decentralization puts territorial development at the heart of government reform. It has even been inscribed as a constitutional principle in a number of countries and has turned local development into a vector for the affirmation and the regenerescence of citizens' participation in public affairs. Who are the stakeholders and what are the key factors of territorial development? How can a project for local development be implemented in the long term? Which public management tools are appropriate?

OBJECTIVES

- To acquire a broad vision of the main principles behind territorial governance: policy coordination, budgetary means, project management on a local level, as well as the institutional, political, economic and social implications of territorial reforms
- To outline tools for territorial development design and implementation through examples of successful projects, while sharing strategic reflections as well as budgetary and technical tools
- To appraise the role of the citizen in local management and to analyze the democratic stakes in the implementation of public policy

PROVISIONAL CONTENTS

- The French experiences of decentralization and deconcentration: history, issues and perspectives
- Coordinating local authorities and central government in France: between "decentralization" and "deconcentration"
- The key actors in territorial development
- Drawing up and implementing a communal budget
- The main principles in project engineering and management
- The main issues in territorial management
- Assessing public policies at the local and regional level
- Citizen' part in local management
- Developing tools and practices: the example of securing land tenure (in partnership with IGN FI: France's national institute for geographical and forestry information)

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** October 1st to 12, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Territorial managers of decentralized or devolved services, civil servants of ministries involved in local development.

TEACHING METHODS

This course will use primarily a comparative approach, featuring prominently workshops and case studies. Attendees will be invited to present the relevant aspects of their own country's territorial organization. They are therefore encouraged to bring with them all documents that enrich the course. An online collaborative platform will be made available one week before the start of the course.

TESTIMONIALS

"I really enjoyed the practical examples and the individual experiences of those speaking during the course who were real professionals. I also appreciated the diversity of the group and the human and professional qualities of colleagues."

"Contributions by participants from many countries are very instructive. It contributes to the distance that is essential for getting to grips with the themes studied."

PRATIQUE

- Durée: 4 semaines
- Dates: 19 mars au 13 avril 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 3000 euros.

PUBLIC

Fonctionnaires parlementaires, hauts fonctionnaires, conseillers techniques.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers d'analyse comparée des systèmes parlementaires respectifs des participants ainsi que des séquences animées par des experts du travail parlementaire de l'Assemblée nationale et du Sénat seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins.

VERBATIM

« Excellents ateliers qui nous ont permis d'avoir une connaissance de l'ensemble du groupe. »



GOUVERNANCE

Organisation du travail parlementaire

Cycle organisé en collaboration avec l'Assemblée nationale et le Sénat

TRAVAIL LÉGISLATIF BICAMÉRISME PARLEMENTARISME

GOUVERNANCE ÉQUILIBRE DES POUVOIRS

PRÉSENTATION

Le renforcement de l'institution parlementaire est un des éléments déterminants du développement démocratique d'un État, qu'il s'agisse de mettre en place des assemblées nouvellement élues ou de perfectionner le fonctionnement d'institutions déjà existantes.

L'objectif de ce cycle est, à travers une meilleure connaissance du fonctionnement concret de l'Assemblée nationale et du Sénat en France, et en comparaison avec d'autres systèmes parlementaires dans le monde, d'améliorer la qualité du travail parlementaire et de renforcer la coopération parlementaire internationale.

OBJECTIFS

- Appréhender le système bicaméral, son organisation et son fonctionnement concret
- Comprendre les rôles des différents acteurs du travail parlementaire
- Maîtriser la procédure législative
- Produire un travail d'analyse comparée en sous-groupe dans un contexte multiculturel

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Place des assemblées parlementaires au sein des institutions
- Présentation des missions, de l'organisation et des méthodes de travail de l'Assemblée nationale et du Sénat en France
- Principales étapes de la procédure législative
- Légistique
- Fonctions d'évaluation et de contrôle
- Communication
- Diplomatie parlementaire et protocole
- La fonction publique parlementaire

GOVERNANCE

The Organization of Parliamentary Work

Training session organized in association with the French National Assembly and Senate

LEGISLATIVE WORK BICAMERALISM PARLIAMENTARISM

GOVERNANCE BALANCE OF POWER

OUTLINE

Reinforcement of the parliamentary institution is one of the decisive factors in a State's democratic development, be it a matter of setting up newly elected assemblies or perfecting the running of existing institutions. The aim of this course is to present the organization, missions and working methods of the French National Assembly and Senate, and to compare them with other parliamentary systems.

OBJECTIVES

- To familiarize oneself with the bicameral system, the working methods of the French Parliament and its organization
- To understand the different roles of those involved in parliamentary work
- To gain understanding of legislative procedure
- To produce compared analysis work in small multicultural groups

PROVISIONAL CONTENTS

- Role of parliamentary chambers in our institutions
- Presentation of the missions, organization and working methods of France's National Assembly and Senate
- Main stages of the legislative procedure
- Legislative drafting
- Missions of assessment and monitoring
- Communication
- Parliamentary diplomacy and protocol
- Parliamentary civil service

PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 2 weeks
- Dates: June 18 to 29, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris;
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

Parliamentary civil servants, other high-ranking civil servants and technical advisers involved in parliamentary work.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Throughout the course, several compared analysis workshops on the participants' respective parliamentary systems will be held, together with sequences led by experts in the parliamentary work of the National Assembly and the Senate. Participants are required to gather elements that will be helpful for role-play sessions and practical cases, according to their expectations and requirements.

TESTIMONIALS

"I found the program excellent. All the presenters were very good, and made a big effort to be understood and gave plenty of time for questions."

"The program was a great way to know more about parliamentary systems around the world as well as the French one."



PRATIQUE

- Durée: 2 semaines
- Dates: 3 au 13 avril 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.

PUBLIC

Cadres supérieurs des secteurs public et privé, diplomates.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Apports thématiques et contextuels, études de cas contextualisées et exercices de simulation seront développés tout au long de la formation. Une plateforme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers et travaux en groupes seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins.

MANAGEMENT

Pratique de la négociation et de la médiation

NÉGOCIATION MÉDIATION CONFLIT COMPROMIS
PLAIDOYER PRATIQUES DÉLOYALES NÉGOCIATION RAISONNÉE

PRÉSENTATION

La demande de développement de compétences en matière de gestion de conflits et de dossiers complexes est aujourd'hui croissante. Or, l'art de négocier ne s'enseigne pas et s'acquiert essentiellement par la pratique, et le partage d'expérience. C'est en négociant que l'on identifie son profil de négociateur, que l'on comprend les méthodes de la négociation raisonnée et que l'on devient, petit à petit, un négociateur efficace. Ce cycle propose une réflexion sur la négociation, la médiation et la gestion des conflits, tant sur les plans théoriques que pratiques, dans des environnements nationaux et internationaux. Il permet de développer l'esprit d'analyse, l'esprit de synthèse et le jugement critique.

OBJECTIFS

- Connaître les différentes voies de résolution des conflits: prévention, conciliation, négociation, arbitrage, etc.
- Identifier son profil de négociateur
- Maîtriser les techniques et outils nécessaires à la conduite de négociations, y compris en contexte international
- Maîtriser les spécificités du contexte interculturel
- Reconnaître les pratiques déloyales et savoir y répondre
- Mettre en œuvre un processus de médiation
- Préparer et construire des négociations à travers l'étude de cas concrets et la pratique d'exercices

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Historique et évolution de la négociation sociale et de la négociation internationale
- Les techniques de négociation
- La négociation sociale, méthodes et acteurs
- La négociation internationale, méthodes et acteurs
- La négociation humanitaire, méthodes et acteurs
- Mise en pratique des principes de la négociation raisonnée (exercices)
- Entraînement à la gestion des rapports de force et des tactiques déloyales
- La médiation (y compris en contexte international)
- Techniques de communication et de plaidoyer

MANAGEMENT

Negotiation and mediation

NEGOTIATION MEDIATION CONFLICT REVOLUTION COMPROMISE
ADVOCACY MUTUAL GAIN BARGAINING UNFAIR TACTICS

OUTLINE

The demand for the development of competences in the management of conflicts and complex situation is increasing. Yet the art of negotiation cannot really be taught: it is essentially acquired through experience and the sharing of teaching experience. You identify your negotiator profile, you understand mutual gains bargaining methods and you become an efficient negotiator, little by little, by negotiating. This course leads participants to reflect upon the theoretical and the practical aspects of negotiation, mediation and conflict management, in both international and national environments. The course develops analytical skills, the ability to see the big picture and critical thinking.

OBJECTIVES

- To understand the various means of conflict resolution: prevention, conciliation, negotiation, arbitration, etc.
- To identify your negotiator profile
- To learn the techniques and tools required to lead negotiations, including internationally
- To decipher the specificities of intercultural context
- To recognize unfair practices and to know how to react
- To implement a mediation process
- To prepare and to build negotiations by studying concrete cases and taking part in exercises

PROVISIONAL CONTENTS

- History and evolution of social negotiation and international negotiation
- Negotiation techniques/Strategy and tactics
- Social negotiation, methods and actors
- International negotiation, methods and actors
- Humanitarian negotiation, methods and actors
- Practical application, exercises, principles of mutual gains bargaining methods
- Training in managing a balance of power and unfair tactics
- Mediation (including in international context)
- Communication and advocacy techniques

PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 2 weeks
- Dates: April 3 to 13, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

Diplomats, public and private senior management.

TEACHING METHODS

Theme and context based contributions, contextualized case studies, simulation exercises will be developed through the entire session. A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Several workshops and group-work activities will be organized throughout the course. Participants are asked to prepare material they can use in role-play sessions and practical cases, according to their expectations and requirements.

PRATIQUE

- **Durée: 1 semaine**
- **Dates: 23 au 27 avril 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1000 euros.**

PUBLIC

Conseillers techniques, fonctionnaires, parlementaires et agents issus du secteur privé ou associatif impliqués dans les affaires européennes, et en particulier dans le suivi de la politique européenne de voisinage Sud et travaillant pour un des États membres de l'Union pour la Méditerranée.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les participants seront invités à présenter, le cas échéant, des projets dans lesquels ils auront pu être impliqués et relevant des thématiques phares sélectionnées pour ce séminaire; l'objectif étant de faciliter l'échange d'expériences entre pairs.

VERBATIM

«Ce fut un intense moment d'échange de connaissances et de partage d'expériences autour d'une thématique plus que jamais d'actualité dans un contexte international et régional très instable.»

«Une formation très réussie et très bienvenue pour actualiser et approfondir mes connaissances sur les sujets d'actualité dans le bassin méditerranéen. Les intervenants étaient excellents, les débats stimulants dans un cadre dynamique et multiculturel. Une occasion unique de progresser dans sa carrière.»

ACTION PUBLIQUE EUROPÉENNE

Union européenne
et politique européenne
de voisinage sud

POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE

PROCESSUS DE BARCELONE SÉCURITÉ MÉDITERRANÉE

CHANGEMENT CLIMATIQUE MIGRATION

PRÉSENTATION

Ce séminaire s'inscrit dans le prolongement de l'institutionnalisation, en 2008, de l'Union pour la Méditerranée (UpM) créée par les chefs d'État et de gouvernement euro-méditerranéens réunis à Paris. Regroupant 43 États membres du Nord et du Sud de la Méditerranée, ce partenariat multilatéral vise à accroître le potentiel d'intégration régionale et de cohésion des pays euro-méditerranéens. Ce séminaire mettra en lumière en particulier les enjeux et les projets régionaux, infrarégionaux et transnationaux de la région euro-méditerranéenne dans quelques domaines prioritaires: le développement économique; les transports et le développement urbain; les enjeux relatifs à l'énergie, l'eau et l'environnement ainsi que d'autres domaines d'intérêt commun aux pays de cette région.

Il s'agira de dresser un état des lieux des développements récents liés au partenariat euro-méditerranéen en lien avec la Politique européenne de voisinage (PEV) en présentant les principaux enjeux stratégiques et actions prioritaires liés à cette politique dans les pays du voisinage Sud.

OBJECTIFS

- Présentation du paysage institutionnel, typologie des acteurs et des principaux outils à disposition
- Passage en revue de quelques thématiques prioritaires pour cette zone: le partenariat euro-méditerranéen et son évolution, l'énergie, l'eau et l'environnement, la sécurité, l'enseignement supérieur et la recherche, la migration et la protection civile
- Études de cas et projets conduits dans cette zone géographique

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Présentation du rôle des acteurs et des outils de la Politique européenne de voisinage (PEV) sud
- Du processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée: état des lieux et principaux défis
- La Politique européenne de voisinage Sud: actions, bilans et perspectives d'avenir
- Les enjeux de la sécurité dans l'UE et le voisinage méditerranéen
- Changement climatique et politique de l'énergie dans le voisinage Sud
- La crise migratoire en Europe, causes, réponses et propos du Haut-Commissariat pour les Réfugiés
- La géopolitique de la terre et de l'eau au Proche-Orient
- La francophonie et ses enjeux dans le bassin

Avec le soutien
de l'OIF:



EUROPEAN PUBLIC ACTION

The European
Neighbourhood Policy
in the Southern Countries

EUROPEAN NEIGHBORHOOD POLICY BARCELONA PROCESS

SECURITY MEDITERRANEAN CLIMATE CHANGE MIGRATION

OUTLINE

This seminar is organized in the context of the institutionalization of the Union for the Mediterranean (UfM) created in 2008 by the European and Mediterranean Heads of States and Government who met in Paris. Bringing together 43 member States from the North and the South of the Mediterranean, the multilateral partnership aims to increase the potential for regional integration and cohesion of the European and Mediterranean countries. This seminar will highlight the issues at stake and the regional, infra-regional and transnational projects of the Euro-Mediterranean region in some priority fields: economic development; urban transport and development; matters regarding energy, water and the environment as well as other fields of interest in common with countries of the region. On this course, you will draw up an inventory of recent developments linked to the Euro-Mediterranean Partnership with regards to the European Neighborhood Policy (ENP) by presenting the main strategic issues and priority actions linked to the policy in the countries of the Southern Neighborhood.

OBJECTIVES

- To present the institutional scene, a typology of those involved and the main tools available
- To review a number of priority themes for the zone: Euro-Mediterranean Partnership and its evolution, energy, water and environment, security, higher education and research, migration and civil protection
- Case studies and projects being led in this geographical area

PROVISIONAL CONTENTS

- Presentation of the role of those involved and tools of the Southern European Neighborhood Policy (ENP)
- From the Barcelona Process to the Union for the Mediterranean: current and main challenges
- The South European Neighborhood Policy: actions, reports and perspectives
- Security issues in the EU and the Mediterranean Neighborhood
- Climate change and energy policy in the Southern Neighborhood
- Migration crisis in Europe, causes, responses and dialogue with the UN High Commissioner for Refugees
- Geopolitics of land and water in the Near East
- The French-speaking world and issues in the Mediterranean basin

With the support
of the OIF:



PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 1 week**
- **Dates: April 23 to 27, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,000 euros.**

TARGET AUDIENCE

Technical advisers, civil servants, parliamentary officers and agents from the private or associative sectors involved in European affairs, particularly if involved in monitoring European policy in the Southern Neighborhood and in working for one of the member States of the Union for the Mediterranean.

TEACHING METHODS

Participants are encouraged to present projects in which they have been involved and relating to key themes selected for this seminar; the aim is to exchange experience between peers.

TESTIMONIALS

"It was an intense moment where knowledge and experiences were exchanged around a theme that has never been more relevant than it is right now in a highly unstable context internationally and regionally."

"An excellent course and one which is very welcome to deepen and bring my knowledge up to date on current affairs in the Mediterranean basin. The speakers and course leaders were excellent, the debates were stimulating and presented in a dynamic and multicultural framework. A unique occasion to make progress in your career."

Gestion de projet

PILOTAGE GESTION DE PROJET MANAGEMENT FINANCEMENT

DIRECTION D'ÉQUIPE-PROJET MIND-MAPPING ÉVALUATION

GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS CYCLE DE VIE

PRATIQUE

- **Durée:** formation hybride composée d'un SPOC à distance et d'un CISAP de deux semaines en présentiel
- **Dates:**
 - Du 23 avril au 13 mai 2018 pour la formation SPOC à distance;
 - Du 14 au 25 mai 2018 pour la formation en présentiel
- **Lieu:**
 - Pays d'origine pour la formation SPOC à distance;
 - École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris pour la formation en présentiel
- Les frais d'inscription qui comprennent l'accès au SPOC et la formation en présentiel, pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 2500 euros.

PUBLIC

Chargés de projets, experts techniques, responsables dans les ministères de conduite de projet et de l'élaboration/exécution des budgets.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les codes d'accès au SPOC (formation en ligne) seront communiqués aux participants le jour de l'ouverture de la plateforme. Les participants non boursiers doivent avoir réglé leurs frais d'inscription, par virement bancaire, avant le 1^{er} jour du SPOC.

VERBATIM

« Cette formation m'a permis de consolider mes connaissances et de confirmer ma passion pour le domaine de la gestion et du management. L'équipe multiculturelle, le partage d'expériences et les exercices pratiques m'ont apporté une expérience précieuse. »

PRÉSENTATION

Des besoins accrus en termes de pilotage, de redevabilité et d'efficacité, liés à une technicité plus grande de la fonction de management de projet, rendent nécessaire une formation actualisée traitant l'ensemble du cycle de vie du projet, de sa conception à son évaluation en passant par son pilotage. Au-delà des outils et des méthodes communs à l'ensemble du management de projets, la gestion de projet axée sur les résultats – GAR – constitue une approche conçue pour améliorer la planification, l'exécution et la qualité des projets qu'il est important de maîtriser pour répondre, en particulier, aux demandes des bailleurs multilatéraux.

OBJECTIFS

- Acquérir les fondamentaux du management et de l'organisation des projets
- Connaître les techniques pour évaluer financièrement un projet
- Maîtriser les outils avancés de gestion de projet (conception, planification, évaluation des risques, budget...)
- Renforcer ses compétences en management de projet, en management d'équipe-projet et en management visuel de projets
- Appréhender les difficultés d'un travail en équipe et notamment la conduite du changement
- Comprendre la gestion axée sur les résultats (GAR)
- Savoir constituer un dossier de financement de projet

CONTENUS PRÉVISIONNELS

Cette formation, conçue avec l'École Centrale de Lille, est structurée en deux parties indissociables:

- Un SPOC (Small Private Online Course) dédié à la gestion de projet. Cette formation à distance nécessite l'utilisation d'un ordinateur et l'accès à Internet. Ouvert trois semaines avant le début de la formation à Paris, il permettra à tous les participants, en 20 heures environ, d'actualiser et/ou de connaître les fondamentaux de la gestion de projet. Le suivi de ce SPOC constituera un prérequis pour suivre la deuxième partie.
- Un CISAP de 2 semaines, en présentiel à Paris, afin de consolider et de mettre en pratique les connaissances acquises à travers le SPOC, en particulier grâce à des outils de résolution de problèmes, de management d'équipe-projet, de mind-mapping. Un focus sera fait sur la Gestion axée sur les résultats.

Durant la formation en présentiel à Paris, les participants travailleront en sous-groupes sur des projets spécifiques qu'ils présenteront le dernier jour lors d'une soutenance de projet. L'accent portera sur la mise en application des outils et méthodes étudiés tout au long de la formation. Des temps de préparation seront intégrés dans le programme.

Project management

MANAGEMENT PROJECT FUNDING

PROJECT-TEAM MANAGEMENT MIND-MAPPING ASSESSMENT

RESULTS-BASED MANAGEMENT LIFE CYCLE

OUTLINE

Increased needs in terms of steering, accountability and efficiency, linked to greater technicity in the function of project management, make it necessary to have an up-to-date course addressing the whole of a project's life cycle, from its conception to steering and assessment. Beyond tools and methods common to all project management, managing projects focusing on results is an approach designed to improve planning, implementation and the quality of projects under constraints that it is important to master in order to respond to demands, from multilateral donors in particular.

OBJECTIVES

- To acquire the basics of project management and organization
- To learn the techniques used in the financial assessment of a project
- To master advanced project management tools (design, planning, risk assessment, budget, etc.)
- To reinforce skills in project management, project-team management and visual project management
- To understand results-based management
- To grasp how to prepare a project funding application

PROVISIONAL CONTENTS

This course, designed with the École Centrale de Lille, has been set up in two inseparable parts:

- A SPOC (Small Private Online Course) dedicated to project management. This distance-learning course requires the use of a computer and Internet access. It will be open three weeks before the start of the course in Paris and enables participants, within 20 hours or so, to update and/or become familiar with the fundamental aspects of project management. Taking the SPOC is a prerequisite for taking the second part of the course.
- A 2-week CISAP in-class course in Paris, in order to consolidate and to apply knowledge acquired through the SPOC, particularly using problem-solving, project-team management and mind-mapping tools. Results-based management will be focused upon.

During the in-class course in Paris, participants will work in small groups on specific projects that they will present on the last day during an oral presentation of the project. The emphasis will be on the application of the tools and methods studied throughout the course. Preparation time will be included in the program.

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** hybrid course comprising a distance-learning SPOC and a 2-week in-class course
- **Dates:**
 - From 23 April to 13 May, 2018 for the distance-learning SPOC;
 - From 14 to 25 May, 2018 for the in-class course
- **Venue:**
 - Your country of origin for the distance-learning SPOC;
 - École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris for the in-class course
- Tuition fees which include access to the SPOC and the in-class course, for candidates without a French government grant are 2,500 euros.

TARGET AUDIENCE

Project managers, technical experts, managers within ministries who are in charge of leading projects and or drawing up/implementing budgets.

TEACHING METHODS

Access codes to the SPOC (online course) will be sent to participants on the day the platform opens. Participants who do not have a grant from the french government must have paid their tuition fees by bank transfer before the first day of the SPOC.

TESTIMONIALS

“This course enabled me to consolidate my knowledge and to confirm my passion for management. The multicultural team, sharing our experiences and the practical exercises represent precious experience.”

GRH et management dans la fonction publique

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CONDUITE DU CHANGEMENT MANAGEMENT DIALOGUE SOCIAL

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 5 au 16 novembre 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Responsables des ressources humaines des administrations centrales, des services déconcentrés et des collectivités locales, cadres des grands établissements de formation et de perfectionnement de fonctionnaires. Personnels en position managériale.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Cette formation sera basée sur une approche comparée d'apprentissage par l'action. Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Les auditeurs seront amenés à travailler sur des études de cas correspondant à leurs pratiques. Il leur est donc vivement recommandé de se munir de toute documentation utile pour illustrer leurs présentations et échanges.

PRÉSENTATION

Ensemble des activités qui permettent à une organisation de disposer des ressources humaines correspondant à ses besoins, quantitatifs et qualitatifs, la gestion des ressources humaines dans le secteur public, en France comme à l'étranger, revêt de plus en plus un caractère stratégique et doit s'adapter au contexte de modernisation et d'innovation dans lequel elle s'inscrit. Si les aspects techniques demeurent un aspect incontournable de la gestion des ressources humaines (outils de gestion et de pilotage, processus de recrutement, systèmes d'information, etc.), ils ne suffisent pas à répondre aux exigences d'efficacité et d'efficience et sont aujourd'hui indissociables du management. En visant à la fois la satisfaction des attentes en termes d'administration du personnel, de maîtrise des dépenses ou encore d'égalité femmes-hommes, tout en veillant à identifier les leviers de motivation ou à prévenir les risques psychosociaux, la gestion des ressources humaines revêt un caractère complexe que ce cycle vise à rendre intelligible dans le souci de l'exigence opérationnelle.

OBJECTIFS

- Connaître les enjeux et défis en matière de gestion des ressources humaines dans la fonction publique
- Maîtriser les outils au service du gestionnaire des ressources humaines (gestion prévisionnelle des ressources humaines, pilotage de la performance, systèmes d'information...)
- Approfondir le rôle du manager, tant dans son implication dans la gestion (recrutement, évaluation) qu'en matière de dialogue social
- Renforcer ses compétences en matière de conduite du changement (pilotage et méthodologie de la conduite du changement, motivation et valorisation des équipes, égalité professionnelle, etc.)

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Enjeux et défis de la GRH et du management dans la fonction publique française et étrangère
- Organisation administrative et juridique de la fonction publique
- Conduite du changement (méthodologie et approche managériale)
- Motivation des équipes
- Égalité professionnelle femmes-hommes, diversité
- Leadership et intelligence émotionnelle
- Qualité de vie au travail et prévention des risques psychosociaux
- Négociation (techniques et stratégie)
- Ateliers d'apprentissage par l'action

Management in the public sector

HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

MANAGING CHANGE SOCIAL DIALOGUE

OUTLINE

Human Resources (HR) is the range of activities enabling an organization to have at its disposal the human resources which match its needs in terms of quantity and quality. In the French public sector and abroad, it is becoming increasingly strategic and has to adapt to the general context of modernization and innovation. While specific issues may differ from one country to the next, all of them share the same public management concerns: better allocation of resources, greater accountability and efficiency, skill development, performance-based systems of assessment, and research for new incentives to stimulate individual and collective performance. Strategic management allows modern administrations to establish clear priorities and goals. But such innovative process can only be achieved through the implementation of appropriate managerial tools.

OBJECTIVES

- To understand strategic management issues (change management, recruitment and training policy, etc.)
- To control methods and tools of operational management (leadership, motivation, evaluation, interview, etc.)
- To acquire better comprehension of ethics and diversity issues
- To strengthen one's change management skills

PROVISIONAL CONTENTS

- State reform and Government modernization
- Professional ethics and responsibilities
- Diversity, discrimination and gender issues
- Change management
- Team leadership and motivation
- Leadership and emotional intelligence
- Performance and evaluation
- Quality of life in the workplace and psychosocial risk prevention
- Negotiating technique and strategy
- International comparative approach and governance issues
- Workshop: management workshops

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: May 14 to 25, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Human resource officers in central government, deconcentrated services and local government. Managers at large institutions for the education and training of civil servants. Staff in managerial positions.

TEACHING METHODS

The training will be based on a comparative approach stressing learning by doing. A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants will work on case studies corresponding to their own practice. It is therefore strongly recommended that they bring whatever documents they deem fit to illustrate their presentations and exchanges.

TESTIMONIALS

"This was an excellent training program. The experience with multicultural points of view and high-level professors, in a multidisciplinary basis, will surely be helpful for my life, career and the administration I am part of."

"This CISAP is a great opportunity to gather high level civil servants from all around the world. And together, studying, achieving objectives and even having lunch gave us always opportunities to think that a different world, a more peaceful and cooperative one, is possible. And can start with us!"

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 14 au 25 mai 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Hauts fonctionnaires des différents corps de contrôle et responsables confirmés de la gestion financière de l'administration ou du contrôle interne.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaboratif sera ouverte une semaine avant le cycle. Les auditeurs seront invités à présenter le fonctionnement général de leurs systèmes budgétaires nationaux, et plus particulièrement le cadre de contrôle, d'audit et d'évaluation de la dépense publique.

GOUVERNANCE

Contrôle, audit et évaluation de la dépense publique

CONTRÔLE AUDIT ÉVALUATION DE LA GESTION

ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES PERFORMANCE

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT ANALYSE FINANCIÈRE

PRÉSENTATION

Dans un contexte de contrainte budgétaire généralisée, les pratiques de maîtrise de la dépense publique ont connu depuis une quinzaine d'années une évolution inédite. Ce mouvement s'est matérialisé par une évolution des cadres normatif et institutionnel à tous les niveaux. Ainsi a-t-on assisté au renforcement des rôles du Parlement et de la Cour des Comptes, au niveau national, tandis que de nouveaux acteurs et pratiques se sont consolidés au niveau communautaire ou territorial. Désormais, les critères de qualité et de performance de la dépense publique dépassent de loin ceux, traditionnels, de la légalité et de la conformité au regard du cadre procédural. Nous assistons, par exemple, au rapprochement de plus en plus étroit entre la chaîne de la maîtrise de la dépense publique et celle de la conception et de l'évaluation des politiques publiques. De même, le développement numérique des administrations a contribué à la diversification des pratiques de contrôle et d'évaluation de la dépense publique. Au travers de pédagogies qui privilégient les études de cas et les exercices pratiques, ce cycle permet d'articuler une vision technique de la dépense publique avec une perspective de renouvellement global de la gestion publique.

OBJECTIFS

- Maîtriser la typologie des contrôles de la dépense publique
- Consolider ses compétences dans la méthodologie de l'audit
- Acquérir et consolider sa maîtrise des outils de mesure adaptés à la gestion de la performance et des outils d'analyse financière et de l'analyse des coûts
- Renforcer ses connaissances en évaluation des politiques publiques
- Acquérir les bases essentielles de la prévention et de la détection de pratiques frauduleuses

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Mise en perspective: évolution de la maîtrise de la dépense publique au regard de la modernisation de l'action publique
- Présentation du cadre normatif et institutionnel de maîtrise de la dépense publique (fonctionnement, organisation, missions et moyens)
- Principes et clés d'analyse financière dans le secteur public (gestion comptable et financière, techniques et outils d'analyse des structures et des performances)
- La chaîne de maîtrise de la dépense publique (préparation, pilotage, contrôle, supervision, audit, évaluation...)
- Les enjeux de la dépense publique

GOVERNANCE

Control, audit and assessment of public expenditure

CONTROL AUDIT MANAGEMENT ASSESSMENT

POLICY EVALUATION AND POLICY ANALYSIS PERFORMANCE

STATE ACCOUNTING FINANCIAL ANALYSIS

OUTLINE

Within a context of general budget constraints, the means of assessing public expenditure have evolved over the past fifteen years in ways hitherto unseen. This trend emerged through a comprehensive reshaping of the normative framework, as well as the institutional frameworks at all levels of government. At the national level, the role of parliament and the Court of Auditors has been strengthened, while new actors and practices have come to the fore at the local and European levels.

From now on, quality and performance criteria with regard to public spending go way beyond traditional ones of legality and compliance from a procedural point of view. Structural transformations can also be identified: ever-closed connections between the chain of control of public expenditure and the chain of public policy conception and assessment. Likewise, the monitoring and assessment practices of public expenditure have become highly specialized and diversified, largely due to digital developments in administration.

Through teaching methods that favor case studies and practical exercises, this course aims to provide a technical vision of public expenditure with a perspective of overall renewal of public management.

OBJECTIVES

- To have sound knowledge of controls on public expenditure
- To consolidate skills in audit methodology
- To acquire and to consolidate skills in tools used to measure performance management and tools used in financial analysis and cost analysis
- To improve knowledge in policy evaluation
- To get skills in prevention and detection of fraudulent practices

PROVISIONAL CONTENTS

- Putting into perspective: development of public expenditure evaluation with regard to the modernization of public action
- Presentation of the normative and institutional framework of public expenditure (how it works, organization, missions and means)
- Principles and keys to financial analysis in the public sector (accounting and financial management, techniques and tools of analysis of structures and performance)
- The chain of control of public expenditure (preparation, steering, control, supervision, audit, policy evaluation etc.)
- Issues in public expenditure with regard to steering overall performance of public action (control of expenditure at the service of performance of public action)

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** May 14 to 25, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

High-ranking civil servants from various control divisions and senior managers in financial management or internal control.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants will be asked to give a presentation on how their national budget system functions, and more specifically, within the framework of control, audit and assessment of public spending.

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** du 22 mai au 1^{er} juin 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.

PUBLIC

Cadres dirigeants de la fonction publique d'État et de la territoriale, chefs de projets chargés de mener des projets de transformation.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

La formation sera fondée sur une approche comparée et reposera sur différentes études de cas. Une plate-forme collaborative sera ouverte une semaine avant la formation. Les auditeurs pourront suivre en spécialisation le CISAP «Innovation et transformation du secteur public» du 4 au 8 juin» (page 32).

MANAGEMENT

Conduire le changement dans l'administration

CONDUITE DU CHANGEMENT INNOVATION NUMÉRIQUE

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES PARTICIPATION

USAGERS MANAGEMENT PUBLIC

PRÉSENTATION

Mise en œuvre dans la plupart des pays confrontés à une complexité croissante des modes de conception et de gestion de l'action publique, la conduite du changement est au cœur de la démarche de modernisation de l'État. Il devient alors essentiel pour les institutions de comprendre ces changements, qu'il s'agisse de stratégies de changement (transformation numérique, etc.), ou des différents aspects humains de la conduite du changement (motivation des équipes...) afin d'assurer la performance et l'efficacité de leur action.

OBJECTIFS

- Acquérir une vision systémique permettant de mieux appréhender et gérer le changement inhérent à tout processus de réforme, tout en étant nourri d'expériences et de mises en situations concrètes
- Donner du sens au changement pour lever les blocages de l'équipe
- Être capable d'accompagner ses collaborateurs dans une démarche de transformation
- Savoir utiliser des outils de communication adaptés

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Les différentes étapes de la conduite du changement: diagnostic, conception, pilotage, évaluation, dans une perspective de compréhension des enjeux de cette transformation
- Les facteurs de réussite et de résistance au changement
- Les processus de pilotage de projets complexes et innovants
- Les aspects humains du changement de la conduite du changement: capacités de leadership, communication, gestion des conflits et négociation
- Les nouvelles pratiques collaboratives

MANAGEMENT

Change management in administration

LEADING CHANGE HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

INNOVATION DIGITAL PARTICIPATION USERS

PUBLIC MANAGEMENT HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

OUTLINE

Change management is at the heart of the State modernization process (currently underway in most countries, facing increasing complexity in how public action is to be conceived, implemented and managed). It becomes essential for any organization to understand their different challenges, whether they refer in particular to strategies for change (digital transformation, etc.) or to the different human aspects of change management (team motivation...) in order to insure the performance and efficiency of its action.

OBJECTIVES

- To acquire a systemic vision enabling to have a better understanding and approach to the change
- To give meaning to the change in order to overcome any team obstacles
- To assist its staff in the change process
- To know how to handle proper communication tools

PROVISIONAL CONTENTS

- Different stages in leading change: diagnosis, conception, steering, assessment, with a view to understanding what is involved in such a transformation
- Factors in success and of resistance to change
- Processes involved in steering complex and innovative projects
- Human aspects of change in leading change: leadership ability, communication, managing conflict and negotiation
- New collaboration practices

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** May 22 to June 1st 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

Senior management from State and local civil service, project managers in charge of leading transformation projects.

TEACHING METHODS

This course will be based on examples and case studies. Trainees might attend the CISAP "Innovation and digital transformation of the public sector" (page 33) as a specialized course from June 4 to 8.

PRATIQUE

- **Durée:** 1 semaine
- **Dates:** 4 au 8 juin 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1000 euros.**

PUBLIC

Dirigeants, cadres supérieurs de la fonction publique et des collectivités territoriales, élus locaux, hauts fonctionnaires chargés des relations de l'administration avec les citoyens.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les auditeurs pourront suivre s'ils le souhaitent, en amont de la formation, le MOOC mis en place par Telecom Paris-Tech « Innover et Entreprendre dans un Monde Numérique ». Suivre ce MOOC en amont de la formation permettra aux auditeurs de renforcer et actualiser leurs savoirs, savoir-faire et savoir-être dans un monde économique numérique, et en particulier de comprendre les ressorts de la nouvelle dynamique de l'innovation portée par le numérique (la disruption, le phénomène des startups...) pour mieux en être « acteur ». Plusieurs ateliers et travaux en groupes sont proposés durant toute la formation, à l'ENA mais aussi dans des lieux partenaires innovants. Par ailleurs, une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins.



Une école de l'IMT

MANAGEMENT

Innovation et transformation numérique du secteur public

NUMÉRIQUE DATA INNOVATION DESIGN DE SERVICES

PARCOURS USAGERS MANAGEMENT AGILE

ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE

PRÉSENTATION

Numérique, participation, capacité à innover: l'action publique s'engage depuis quelques années dans un mouvement de transformation forte, pour répondre aux attentes renouvelées des citoyens, de la société et des agents publics. Levier majeur de la modernisation de l'État, le numérique crée de nouveaux usages et modes de travail tout en favorisant la culture de l'innovation. Cette tendance lourde, qui se développe dans le monde entier, se manifeste en France à travers la mise en place de plateformes collaboratives au sein des ministères, la nomination d'un Administrateur général des données chargé de piloter la transformation numérique de l'État, la création de startups d'État, la multiplication des hackathons... Portées par l'État, les collectivités et les organismes publics, au niveau national et dans les territoires, ces initiatives se développent très rapidement, permettant le rapprochement des mondes de l'administration, de l'innovation et du design. En France, ce mouvement s'est concrétisé par la création de 12 laboratoires d'innovation au sein de l'administration territoriale, faisant ainsi le lien entre ces nouvelles méthodologies qui se diffusent à travers l'administration (approche comportementale et design) et le numérique. Conçue en partenariat avec la chaire ENA/ENSCI, cette formation est par ailleurs adossée au MOOC développé par l'École Telecom Paris Tech « Innover et Entreprendre dans un Monde Numérique ».

OBJECTIFS

- Comprendre les enjeux et le rôle du numérique dans les politiques publiques (big data, développement de l'administration numérique, gouvernance numérique, civic tech, mécanismes d'incubation, etc.)
- Comprendre les enjeux et finalités d'une approche de l'action publique par l'innovation: parcours usagers, relation de service, accompagnement du changement,...
- Maîtriser les nouvelles méthodes de conception des politiques publiques: nudge et approche comportementale, design des politiques publiques, management agile, démarche participative...

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Les 10 principes d'une démarche en ligne exemplaire: concepts et retours d'expérience
- Les données: algorithmes, partage des données, sécurité, prise de décision, transparence
- Startups d'État et uberisation des services publics
- Démocratie participative: civic tech et plate-forme collaborative
- Innovation par le design: concept, applications
- Approche comportementale: de la loi à l'incitation...
- Learning expedition dans des tiers-lieux

MANAGEMENT

Innovation and digital transformation of the public sector

INNOVATION DIGITAL GOVERNANCE DATA DESIGN OF SERVICES

USERS' PATH AGILE MANAGEMENT

OUTLINE

Digital technology, participation, ability to innovate: for several years, public action has been committed to making major changes to meet new expectations of the public, society and public officers. In France as in other countries, many initiatives are being undertaken, supported by the State, local government and public organizations, on a national and local level aimed at reducing the gap between the worlds of administration, innovation and design. This course enables you to acquire methods and tools for innovative public action. Using case studies from France and abroad together with visits to third-party sites (labs, incubators, etc.), the course presents transformations in administrations and public services in the digital sector (digital governance, data, service design, etc.), but also collaborative approaches (innovation from use, nudge, collaborative conception and design, and how they are linked to participatory democracy). Finally, it includes a "management" dimension with regard to innovation management, new provisions and ways of working for innovation, innovation in start-up mode or intra-entrepreneurship, etc.). Designed in partnership with the ENA/ENSCI Chair, this course is further supported by a MOOC developed by the École Telecom Paris Tech "Innovate and Foster Entrepreneurship in a Digital World".

OBJECTIVES

- To understand the issues and the role of digital technologies in public policy (Big Data, development of digital administration, digital governance, civic tech, mechanisms of incubations, etc.)
- To understand the issues and outcomes of a public action approach via innovation: users' pathways, improving quality of service, supporting change, coproduction, impact, etc.)
- To master new methods in the conception of public policy: nudge and a behavioral science approach, public policy design, agile management, collaborative approach, etc.

PROVISIONAL CONTENTS

- The 10 principles of an exemplary line approach: concepts and reports of experience
- Data: algorithms, sharing data, security, decision-making, transparency
- State startups and the uberization of public services
- Participatory democracy: civic tech and collaborative platform
- Innovation by design: concept, applications
- Behavioral approach: from the law to incitement concept/examples
- Learning expedition in third places

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 1 week
- **Dates:** June 11 to 15, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,000 euros.**

TARGET AUDIENCE

Directors, senior management from the civil service and local government, local elected officers, high-ranking civil servants in charge of the relationship between the administration and citizens, cabinet members.

TEACHING METHODS

If they so wish and beforehand, participants may take the MOOC run in English by Telecom Paris-Tech and will be informed of the time schedule. Following the MOOC before the course will enable participants to reinforce and update their knowledge, professional skills and know-how in a digital economic world and to understand the spirit of the new dynamics of innovation in a digital world (disruption, the start-up phenomenon, etc.) to be a more effective contributor. Moreover, a collaborative work platform will be opened one week before the start of the CISAP session. Several workshops and group-work activities will be organized throughout the course, at ENA but also in innovative partner sites. Participants are required to prepare elements that will be helpful in role-play sessions and practical cases according to their expectations and their requirements.



Une école de l'IMT

PRATIQUE

- Durée: 2 semaines
- Dates: 4 au 15 juin 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.

PUBLIC

Fonctionnaires expérimentés d'administration centrale ou locale exerçant des responsabilités dans le champ des relations internationales, diplomates, élus locaux, cadres issus du secteur privé ou associatif.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers (partages d'expérience) et travaux en groupes seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins.

MANAGEMENT

Compétences et outils diplomatiques dans un monde en mutation

DIPLOMATIE GLOBALE NÉGOCIATION ANTICIPATION

DÉVELOPPEMENT DURABLE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

TERRITOIRES INNOVATION

PRÉSENTATION

L'évolution du travail diplomatique est le reflet des changements internationaux. L'apparition d'un monde multipolaire, puis dépolarisé, le développement d'une logique d'influence, l'utilisation accrue du numérique et la circulation extrêmement rapide de l'information ont fait évoluer en profondeur le métier de diplomate et ses pratiques. Les défis à relever sont nombreux. Tout en continuant à représenter son pays, à défendre ses valeurs et ses prises de position, à négocier, le diplomate doit s'adapter aux évolutions aussi bien géopolitiques que techniques. Le numérique, le travail en équipe multiculturelle, le positionnement des ministères des Affaires étrangères à l'interministériel, le recours à des opérateurs modifient durablement les modalités et le périmètre de travail des personnels diplomatiques. Dans le même temps, l'action individuelle et collective prend de nouvelles formes et l'ensemble des acteurs de ce monde en mutation (États, collectivités territoriales, entreprises, société civile) agit pour réinventer un futur durable. L'évolution du travail diplomatique est le reflet de ces changements internationaux et n'est plus le seul fait des diplomates. Ainsi, les compétences et outils diplomatiques, tout en évoluant, sont utiles au-delà de la sphère diplomatique.

Ce cycle vise à permettre aux participants de perfectionner leurs pratiques, de développer leur capacité d'adaptation et renforcer leur compréhension de l'évolution dans les champs de la diplomatie économique, culturelle, développementale, humanitaire et des territoires.

OBJECTIFS

- Connaître les nouveaux acteurs et les nouvelles thématiques de la diplomatie
- Réfléchir à de nouvelles stratégies créatives alliant vision et action
- Appréhender l'universalité des objectifs du développement durable
- Savoir négocier et gérer des situations difficiles
- Savoir maîtriser sa communication en contexte international, en situation d'urgence ou de crise
- Savoir décider et manager dans l'incertitude

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Monde en mutation et évolution du métier de diplomate
- Les enjeux du numérique
- Les bases de la communication
- La communication de crise
- Le travail en milieu interculturel
- La négociation et la médiation
- Attractivité et stratégie
- Développement et stratégie
- Nouveaux acteurs et nouvelles thématiques de la diplomatie

MANAGEMENT

Diplomatic Skills and Tools in a Changing World

GLOBAL DIPLOMACY NEGOTIATION COMMUNICATION

FORWARD PLANNING SUSTAINABLE DEVELOPMENT

ECONOMIC DEVELOPMENT

OUTLINE

The shift to a multipolar and then a depolarized world, the development of a logic of influence, the increasing use of digital technology and the extremely rapid circulation of information have caused the diplomatic profession and diplomatic practice to evolve significantly. There are numerous challenges to be met. Diplomats must adapt to geopolitical and technical developments while continuing to represent their countries, defend their values and their positions as well as negotiate. The mode and the scope of their work are constantly being modified by digitalization, by multicultural teamwork, by the interdepartmental positioning of Foreign affairs ministries or the use of external agencies. At the same time, individual and collective action are taking new shapes and all the players involved in this mutating world (sovereign states, local authorities, businesses and civil society) are striving to reinvent a sustainable future. Diplomatic work is evolving in a way that reflects this mutation and also is no longer done exclusively by diplomats. Diplomatic skills and tools, while changing, are thus increasingly useful outside of the diplomatic field.

This course aims to enable participants to improve their practical skills, to develop their ability to adapt and to strengthen their understanding of how economic diplomacy, territorial diplomacy, cultural diplomacy, developmental diplomacy and humanitarian diplomacy are evolving.

OBJECTIVES

- To become familiar with new diplomatic players and themes
- To reflect on creative new strategies bringing together vision and action
- To gain an understanding of the universal nature of the objectives of sustainable development
- To learn how to negotiate and to handle difficult situations
- To be able to master your communication in an international situation of emergency or crisis
- To know how to make decisions and to manage in uncertainty

PROVISIONAL CONTENTS

- The evolution of diplomatic work in a changing world
- The issues of digital transformation.
- The fundamentals of communication.
- Communicating during a crisis
- Working in a multicultural context
- Attractivity and strategy
- Development and strategy
- New stakeholders and new themes in diplomacy

PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 2 weeks
- Dates: June 4 to 15, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

Experienced civil servants from central or local administration who have responsibilities in the area of international relations, diplomats, local elected officials, managers from the private and associative sectors.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Several workshops (sharing of experience) and group-work activities will be organized throughout the course. Participants are required to prepare elements that will be helpful in role-play sessions and practical cases according to their expectations and requirements.

PRATIQUE

- Durée: 2 semaines
- Dates: 4 au 15 juin 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.

PUBLIC

Responsables de politiques culturelles et touristiques (niveaux national et collectivités territoriales), directeurs d'établissements culturels, directeurs du développement territorial, responsables de parcs nationaux et régionaux, etc.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Les auditeurs seront amenés à participer activement au cours de ce cycle et à travailler sur des études de cas correspondant à leurs pratiques. Il leur est donc vivement recommandé de se munir de toute documentation utile pour illustrer leurs présentations et échanges. Plusieurs visites de lieux/institutions culturels, mémoriels, naturels seront organisées. Des ateliers méthodologiques de gestion et mise en oeuvre de projets culturels seront organisés.

GOUVERNANCE

Promotion et valorisation des biens culturels et naturels

PATRIMOINE VALORISATION

POLITIQUES CULTURELLES TOURISME

PRÉSENTATION

La représentation d'un pays dans l'imaginaire collectif passe souvent par un monument, un lieu ou un savoir-faire. Élément essentiel de l'attractivité d'un État et/ou d'un territoire, le patrimoine – qui recouvre aussi bien des éléments matériels qu'immatériels, des biens culturels que des sites naturels – constitue aussi un élément fédérateur et de développement durable pour les territoires (régions, départements, communes). Sa valorisation et sa promotion conditionnent la bonne santé du secteur touristique, secteur économique en pleine croissance.

Au-delà de son expertise reconnue en matière de politiques culturelles, la France dispose d'une vaste et solide expérience en matière de gestion et de valorisation de sites naturels, les parcs nationaux et réserves naturelles en particulier, qui donnent lieu à de nombreux partenariats dans le monde. Ce sont ces politiques, leurs modalités et leurs résultats que cette formation se propose d'interroger et de mettre en perspective à travers des comparaisons internationales. Elle apportera en outre des outils et des méthodes permettant aux auditeurs de disposer des bases nécessaires pour la mise en oeuvre des projets de valorisation du patrimoine.

OBJECTIFS

- Connaître les enjeux culturels, touristiques, économiques des patrimoines culturels et naturels, matériels et immatériels
- Maîtriser les outils de promotion et de valorisation du patrimoine
- Identifier et savoir mobiliser les acteurs liés à la protection, à la valorisation et à la promotion du patrimoine
- Être en capacité d'élaborer et mettre en oeuvre des projets visant la promotion et/ou la valorisation du patrimoine

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Conférence: nature/culture, le patrimoine immatériel de l'État
- Les politiques culturelles en France
- Les politiques de conservation et de valorisation du patrimoine
- Lobbying et communication d'influence autour des projets de valorisation du patrimoine
- La protection du patrimoine, enjeux juridiques et culturels
- Ingénierie mémorielle et valorisation des lieux de mémoire
- Le patrimoine, facteur de développement (tourisme, développement économique)
- Patrimoine et environnement: préservation, valorisation et promotion des sites naturels

GOVERNANCE

Promoting and Enhancing Cultural and Natural Heritage

HERITAGE ENHANCEMENT OF HERITAGE PROMOTION

CULTURAL POLICIES TOURISM

OUTLINE

Most people associate a country with the image of a monument, a place or know-how. As an essential feature of what makes a State and/or a territory attractive, its heritage, covering the tangible and intangible, cultural assets and natural sites, is also a unifying factor and one of sustainable development for local areas (regions, counties and municipalities). Enhancing and promoting heritage determine success in tourism activity and tourism industry, which is a full sector of economic growth.

Beyond its experience in matters of cultural policy, France has extensive and solid experience in managing and enhancing natural sites, national parks and natural reserves in particular, which give rise to many partnerships worldwide. This course aims to study these policies, their modalities and their results, as well as to put them into perspective through international comparisons. Tools and methods will be presented enabling participants to strengthen their skills for implementing heritage enhancement projects.

OBJECTIVES

- To understand the cultural, tourism and economic issues regarding cultural and natural heritage, both tangible and intangible
- To master tools for the promotion and the enhancement of heritage
- To identify and to know how to bring together those involved in protecting, asserting the value of and promoting heritage
- To be able to develop and implement projects aiming to promote and/or assert the value of heritage

PROVISIONAL CONTENTS

- Conference: nature/culture, a State's intangible heritage
- Cultural policies in France
- Conservation and enhancement policies
- Lobbying and influential communication on heritage enhance projects
- Protecting heritage, legal and cultural issues
- Engineering and enhancing of memorial sites
- Heritage as a factor of development (tourism, economic development)
- Heritage and the environment: conservation, value assertion and promotion of natural sites
- Managing and implementing cultural projects (methodology workshops)

PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 2 weeks
- Dates: June 4 to 15, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

People in charge of tourism and cultural policies (nationally and at local/regional government level), directors of cultural institutions, directors of territorial development, managers of national and regional parks, etc.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants will be required to participate actively throughout the course and to work on case studies corresponding to their practice. It is therefore strongly recommended to bring documents to illustrate presentations and exchanges. Several visits to cultural, memorial and natural sites and institutions will be organized.

PRATIQUE

- **Durée: 1 semaine**
- **Dates: 18 au 22 juin 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1000 euros.**

PUBLIC

Fonctionnaires, diplomates et autres auditeurs potentiels travaillant sur des problématiques relatives à l'action extérieure de l'UE (commerce, aide humanitaire, développement et coopération, diplomatie, dimensions externes des politiques intérieures, réponse à la crise, etc.), issus de l'Union européenne, de pays candidats et de pays tiers.

VERBATIM

«Participer à un séminaire sur la diplomatie européenne à Paris a été extrêmement intéressant à la lumière des thèmes abordés. Ce cours m'a permis d'approfondir les problématiques relevant de l'action extérieure de l'UE et d'avoir une vue d'ensemble sur l'UE comme acteur mondial. Cela m'a donné de nombreuses pistes de réflexion.»

«La formation a été très bien organisée sur tous les plans. Les thématiques abordées ont donné lieu à des discussions extrêmement utiles et sont présentées de manière interactive par des professionnels de haut niveau. Les connaissances et les compétences acquises lors de la formation me seront très bénéfiques dans mon travail et pour mon évolution professionnelle. J'aimerais féliciter et remercier l'équipe en charge de la formation, que ce soit les organisateurs ou les intervenants.»

ACTION PUBLIQUE EUROPÉENNE

L'action extérieure de l'Union européenne: principaux acteurs et enjeux majeurs

DIPLOMATIE EUROPÉENNE SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION

EXTÉRIEURE ÉNERGIE CHANGEMENT CLIMATIQUE SÉCURITÉ

IMMIGRATION

PRÉSENTATION

Le traité de Lisbonne (2009) a engendré des changements majeurs dans le domaine de l'action extérieure: la création de la fonction de Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et la mise en place du service diplomatique de l'UE, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Ce séminaire dressera un état des lieux des acteurs impliqués dans la gouvernance de l'action extérieure de l'Union européenne (par ex. le SEAE, les délégations de l'UE, etc.) en mettant l'accent sur les défis auxquels font face actuellement ces différents acteurs, tels que la gestion de crise et la sécurité, la diplomatie environnementale et les problématiques migratoires. Ce séminaire aborde principalement le sujet de la gouvernance institutionnelle et des enjeux majeurs auxquels elle est confrontée. Il a vocation à faciliter les échanges informels et le dialogue entre les participants et avec les experts sollicités.

OBJECTIFS

- Mieux comprendre les principaux défis de la diplomatie de l'UE (priorités, stratégies, évolutions et perspectives) et les implications de la nouvelle stratégie
- Faciliter la compréhension, par les participants, des acteurs impliqués dans les différentes dimensions de la diplomatie de l'UE (Commission européenne, Conseil, Service européen pour l'action extérieure et délégations de l'UE)
- Soulever les problématiques les plus importantes auxquelles doit faire face l'Union européenne actuellement (gestion de crises, diplomatie verte et problématiques migratoires) et en débattre

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Cadre institutionnel de la diplomatie européenne. Défis actuels et futurs après la publication de la stratégie globale
- Objectifs de l'UE en termes de sécurité et de politique de lutte contre le terrorisme
- Nouvelles pratiques de la diplomatie et sécurité de l'information à l'ère du numérique
- Problématiques de l'énergie dans l'Union européenne dans les relations avec son voisinage
- La diplomatie environnementale: changement climatique et politique européenne relative au développement durable
- Diplomatie et affaires intérieures dans le voisinage de l'UE: principaux acteurs et principaux outils
- L'UE comme acteur mondial. Ses relations avec les pays tiers

EUROPEAN PUBLIC ACTION

EU Diplomacy: Main Actors and Challenges

EUROPEAN DIPLOMACY EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE

ENERGY CLIMATE CHANGE SECURITY MIGRATION

OUTLINE

The Treaty of Lisbon (2009) led to major developments in the area of external action, with the creation of the position of High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, and the establishment of the EU's diplomatic arm, the European External Action Service (EEAS). This seminar will address the different issues related to this change in landscape. It will draw the map of actors involved in the external action governance of the European Union (i.e. EEAS, EU delegations, etc.) with a focus on challenges those various actors are currently facing, such as crisis management and security, the green diplomacy and migration issues. The main standpoint of this seminar will be institutional governance and issues at stake with an emphasis placed on facilitating informal exchanges and dialogue between participants.

OBJECTIVES

- To better understand the main challenges of EU diplomacy (priorities, strategies, main actors, etc.) and implications of the new strategy
- To enhance participants' understanding of the actors involved in different dimensions of EU diplomacy (European Commission, Council, European External Action Service and the EU delegations)
- To raise and discuss some of the most salient issues the European Union is facing today (crisis management, green diplomacy and migrations issues)

PROVISIONAL CONTENTS

- EU diplomatic landscape. Current and future challenges after the publication of the global strategy
- EU's objectives in terms of security and counter terrorism policy
- Workshop: Diplomatic and information security. New ways of practicing diplomacy in the digital area
- Energy issues in the European Union in relationship with its neighborhood
- Environmental diplomacy: climate change and European policy regarding sustainable development
- Home affairs diplomacy in the EU's neighborhood: main actors and tools
- EU as a global player. Its relationships with Third World Countries

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 1 week**
- **Dates: June 18 to 22, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,000 euros.**

TARGET AUDIENCE

Civil servants, diplomats, and other potential participants working on issues related to EU external action (trade, humanitarian aid, development and cooperation, diplomacy, external dimensions of internal policies, crisis response, etc.), coming from the European Union, candidate countries and third world countries.

TESTIMONIALS

“Taking part in an EU diplomacy course in Paris was extremely interesting having in mind the full range of topics covered. This course enabled me to get deeper into the diplomatic issues and the overview of EU as a global player. Being part of it was inspiring.”

“The training was very well organized in all aspects. The topics covered and discussed were extremely useful and interactively presented by high-level professionals. The knowledge and competences acquired during the training, I believe, will be highly beneficial for my job and professional development. I would like to congratulate and thank the training team, both the organizers and the lecturers.”

“I found this seminar particularly stimulating. It has helped me a lot to better understand the problems linked to EU diplomacy. It has been a unique opportunity to interact with speakers and colleagues from different countries. I've broadened my knowledge of specific European problems and issues.”

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 25 juin au 6 juillet 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Hauts fonctionnaires de tous les corps de contrôle et décideurs des différents ministères.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Les auditeurs seront amenés à participer activement au cours de ce cycle et à travailler sur des études de cas correspondant à leurs pratiques. Il leur est donc vivement recommandé de se munir de toute documentation utile pour illustrer leurs présentations et échanges. Un module de spécialisation sur «les marchés publics» en e-learning conçu par l'Agence Française de développement sera proposé en aval du cycle (nombre de places limité).

VERBATIM

«Je tiens à remercier toute l'équipe de l'ENA qui nous a permis d'enrichir nos connaissances, d'apprendre des techniques et des notions nouvelles par rapport à notre expérience vécue. Un cycle très très riche et diversifié, avec différents intervenants de haut calibre. Merci.»

«Les thèmes développés étaient pertinents et les conférenciers les ont exposés avec beaucoup de maîtrise et de pédagogie. Qu'ils en soient vivement remerciés ainsi que les organisateurs de la formation.»

GOUVERNANCE

La lutte contre la corruption

DÉONTOLOGIE GOUVERNANCE DÉTOURNEMENT BLANCHIMENT

JUSTICE CORRUPTION CONTRÔLE

PRÉSENTATION

La récente déclaration mondiale contre la corruption (mai 2016) témoigne de l'importance durable de ce thème dans l'agenda public global, mais aussi de l'impact de la mondialisation sur les mécanismes même de la corruption. L'ouverture de nombreux pays au commerce mondial et le rattrapage de croissance qui a suivi ont, en effet, ouvert depuis les années 1990 des espaces inédits pour de nouveaux circuits de corruption, alors que, paradoxalement, une bonne gouvernance et une régulation saine de l'économie demeurent des conditions clés pour le développement dans un contexte globalisé.

Dans les économies en développement, la mondialisation a accru les phénomènes de corruption et donc le frein à la croissance qu'ils génèrent, tandis que dans les pays développés on observe des distorsions de gouvernance, qui constituent des sources de pression croissantes sur la décision publique.

Dépassant les repères traditionnels de la corruption économique, les perspectives actuelles sur la corruption s'ouvrent sur les questions de transparence et de probité, mais aussi sur l'information et la connaissance, sur la bureaucratie, sur l'organisation et l'autonomie des organismes, ainsi que sur les groupes de pression.

Ce cycle de formation explore les principales questions contemporaines liées à la corruption et les place dans une perspective de politiques publiques dans un contexte international.

OBJECTIFS

- Acquérir et consolider ses connaissances sur les manquements à la probité en matière financière
- Développer ses compétences en matière de détection
- Connaître les cadres internationaux de lutte anticorruption
- Acquérir et renforcer sa maîtrise des outils de prévention et d'évaluation des risques, de contrôle et de répression
- Savoir mobiliser l'ensemble des parties prenantes dans la lutte contre la corruption

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Nouvelles perspectives sur la corruption: définitions, périmètre et frontières
- Réalités et pratiques de la corruption: nouveaux circuits, formes et mécanismes à l'œuvre dans les systèmes de corruption
- Impact de la corruption sur le développement et la gouvernance publique
- Cadre institutionnel de la lutte contre la corruption: acteurs, gouvernance, missions et moyens
- Cadre juridique national et international de la lutte contre la corruption
- Mécanismes de prévention de la corruption
- Mécanismes de contrôle et de répression de la corruption

GOVERNANCE

Fighting Corruption

ETHICS GOVERNANCE MISAPPROPRIATION LAUNDERING

JUSTICE CORRUPTION CONTROL

OUTLINE

The recent Global Declaration against Corruption (May 2016) testifies to the continuing importance of this issue in the global public agenda, but also to the impact that globalization has had on the very mechanisms of corruption.

Since the 1990s, the opening of many countries to world trade and the subsequent economic growth catch-up have created new spaces for new corruption channels, whereas, paradoxically, good economic governance and sound regulation remain key conditions for development in a globalized context. In developing economies, globalization has increased corruption and the brakes it puts on economic growth, while in developed countries it has caused governance distortions, which are an increasing source of pressure on public decision-making.

Current perspectives on corruption go beyond the traditional vantage on economic corruption, opening to transparency and probity issues, but also to information and knowledge issues, the functioning of bureaucracy, the set-up and autonomy of organizations, and that of lobby groups.

This course will explore the main contemporary issues related to corruption and will place them in a public policy perspective in an international context.

OBJECTIVES

- To acquire and consolidate knowledge on lack of probity in financial matters
- To develop skills in corruption detection
- To learn about the international frameworks of the fight against corruption
- To acquire and reinforce one's understanding of the tools for risk prevention and assessment, control and repression
- To be able to mobilize all stakeholders involved in the fight against corruption

PROVISIONAL CONTENTS

- New perspectives on corruption: definitions, perimeter and borders
- Corrupt ways and practices: new corruption circuits, forms and mechanisms
- The impact of corruption on development and on political governance
- The institutional framework in the fight against corruption: players, governance, missions and means
- The national and international legal frameworks for the fight against corruption
- Corruption prevention mechanisms
- Corruption control and repression mechanisms

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: September 10 to 21, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Senior civil servants from all supervisory bodies and decision-makers from various ministries.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the course.

Participants will be required to participate actively throughout the course and to work on case studies corresponding to their practice. It is therefore strongly recommended to bring any documents to illustrate presentations and exchanges. An e-learning module on "government procurement contracts" designed by the French Development Agency will be available after the course (limited number of places).

TESTIMONIALS

"I would like to thank the ENA team who enabled us to improve our knowledge, to learn new techniques and new notions in relation to our practical experience. An extremely rich and diverse course with different high caliber contributors. Thank you."

"The themes studied were relevant and the speakers presented them with a great deal of knowledge and skill. I should like to thank them most sincerely as well as those who organized the course."

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 25 juin au 6 juillet 2018
- **Lieu:**
 - École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris;
 - Agence française de développement, 5 rue Roland Barthes, 75012 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Diplomates, conseillers et experts techniques, cadres en situation de responsabilité du secteur de la coopération internationale et de l'aide au développement, parlementaires et agents issus du secteur privé ou associatif, fonctionnaires des collectivités territoriales, Instituts de recherche, etc.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Conçue dans une perspective interactive, la démarche pédagogique invite les participants du cycle à présenter leurs pratiques professionnelles en la matière et à participer à des ateliers préparant à la négociation et au montage de dossiers de financement. Un module sur la passation de marchés en e-learning, conçu par l'AFD, est proposé sur demande spécifique en aval de cette formation présentielle (nombre limité de places).



GOUVERNANCE

Nouveaux enjeux, nouveaux outils, nouveaux acteurs de l'aide internationale au développement

Séminaire organisé en partenariat avec l'Agence française de développement

AIDE COOPÉRATION DÉVELOPPEMENT SOLIDARITÉ
FINANCEMENT NÉGOCIATION ODD SÉCURITÉ

PRÉSENTATION

L'aide publique au développement (APD) est fournie par les États et les institutions multilatérales pour améliorer le développement économique et le niveau de vie des pays en développement. Elle est tout à la fois un instrument de solidarité et un outil de régulation. L'Agence française de développement est l'opérateur pivot du dispositif français d'aide publique au développement, son domaine d'intervention principal étant l'appui à la croissance économique et au développement.

Ce séminaire, mis en place par l'ENA et l'AFD, vise à permettre aux agents impliqués dans l'aide au développement de se professionnaliser en renforçant et développant leurs compétences dans ce domaine, à partir d'exemples tirés des différentes expériences nationales, européennes et internationales.

OBJECTIFS

- Approfondir ses connaissances sur les grands enjeux et défis actuels de l'aide internationale; connaître le fonctionnement de l'aide: les nouveaux acteurs, leurs rôles; comprendre les nouveaux modes d'actions et les innovations du secteur
- Participer à une réflexion collective et constructive aux côtés de professionnels européens de l'écosystème du développement accompagnés d'experts et de praticiens du Nord et du Sud
- Ouvrir son champ d'action et développer sa réponse propre aux enjeux actuels en construisant son propre projet à travers des visions partagées, des cas pratiques, des retours d'expérience
- Ancrer son positionnement dans l'environnement institutionnel économique et financier de la coopération internationale et gagner en pertinence et efficacité grâce à une mise en réseau des acteurs
- Apprécier et s'approprier les leviers d'action et d'innovation à travers des exemples concrets

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Contexte et enjeux: successions de stratégie de développement, nouveaux enjeux (climat, migrations, sécurité alimentaire,...) et nouvelle donne des ODD
- Acteurs et mesure d'impact: le rôle des acteurs des différentes sphères et leur coopération pour répondre aux défis actuels dans un système complexe d'acteurs opérant sur un « marché » de l'aide fragmenté et devenu de plus en plus « concurrentiel »
- Concepts d'efficacité de l'aide en fonction des différents modes d'intervention

GOVERNANCE

New issues, new tools, new players in international development aid

Seminar organized in partnership with the French Development Agency

AID COOPERATION DEVELOPMENT INCLUSION FUNDING
NEGOTIATION SUSTAINABLE DEVELOPMENT OBJECTIVES
SECURITY

OUTLINE

Official Development Assistance (ODA) is provided by States and multilateral institutions to improve economic and social development of developing countries. It is both an inclusive tool and a regulatory tool. The French Development Agency (AFD) plays a central role in the provision of French official development assistance, its main field of intervention being to support economic growth, environmental protection and development.

This seminar, set up by ENA and AFD, aims to enable agents involved in development aid to become increasingly professional by reinforcing and developing their skills in this domain, using examples drawn from a range of national, European and international experiences.

OBJECTIVES

- To gain deeper knowledge of the main issues and current challenges with regard to international aid; to understand how aid functions: the new players, their roles; to understand the new means of action and innovations in the sector
- To take part in a constructive collective discussion alongside European professionals of the development ecosystem together with experts and those with practical experience from the North and the South
- To widen your field of action and to develop your response to current issues by building your own projects through sharing points of view, practical cases, and sharing of experience
- To anchor your position in the economic and financial institutional environment of international cooperation and to improve relevance and efficiency thanks to networking those involved
- To evaluate and to take on board the leverage for action and innovation through concrete examples

PROVISIONAL CONTENTS

- Context and issues: feedback on the lessons learned from the successions of development strategy, new issues (climate, migrations, food safety...), and new situation resulting from the SDG goals
- Actors, including assessment of their impact in the field and the cooperation among them to respond to current challenges in a complex system of stakeholders operating in a fragmented aid "market" that has become increasingly "competitive"
- Concepts of aid efficiency in relation to the various means of intervention, and theoretical frameworks that structure outcomes measure

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** June 25 to July 6, 2018
- **Venue:**
 - École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris;
 - Agence Française de Développement, 5 rue Roland Barthes, 75012 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Diplomats, advisers and technical experts, managers with responsibility for international cooperation and development aid, parliamentary employees and employees from the private and associative sectors, local government civil servants, research institutes, etc.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Designed to be interactive, the teaching approach encourages participants to present their professional experience and to take part in workshops preparing for negotiation and putting together funding applications. An e-learning module on "procurement procedures", designed by AFD, is available on request after this in-class course (limited number of places).



PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 9 au 20 juillet 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Responsables de formation, formateurs, coordonnateurs techniques, directeurs des ressources humaines.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Conçue dans une perspective d'apprentissage par l'action, la démarche pédagogique invite les participants du cycle à identifier une problématique liée à une situation de leur pratique pour élaborer une réponse à celle-ci enrichie des apports théoriques, thématiques et méthodologiques proposés.

MANAGEMENT

Conduite de projet et ingénierie de la formation

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES CAPACITÉ D'INNOVATION

INGÉNIERIE DE FORMATION APPRENTISSAGE PAR L'ACTION

PÉDAGOGIE

PRÉSENTATION

Le renforcement des compétences des acteurs de la formation est un enjeu stratégique majeur du développement: l'excellence des organisations, la qualité des actions qu'elles mènent, la satisfaction des usagers, sont, en effet, particulièrement liés aux compétences des personnes en charge de la formation, à leur capacité à concevoir et piloter des processus de formation, mais aussi à leur capacité d'innovation.

Ce cycle international spécialisé vise à permettre aux agents exerçant dans le champ de la formation (responsables de formation, formateurs, coordonnateurs techniques, etc.) de se professionnaliser en renforçant et développant leurs compétences en ingénierie de formation, en ingénierie pédagogique et, plus largement, en conduite de projet de formation.

La formation aborde ainsi, au-delà des contextes (globaux, régionaux, locaux) et des enjeux stratégiques de la formation (renforcement des compétences, développement, gouvernance, etc.), les aspects fondamentaux inhérents à tout projet de formation depuis l'analyse des besoins en formation jusqu'à l'évaluation, en intégrant à la fois les dimensions d'ingénierie de formation et d'ingénierie pédagogique, mais aussi les aspects managériaux de la mise en œuvre des actions de formation.

OBJECTIFS

- Savoir identifier et faire émerger des besoins en formation
- Acquérir les bases essentielles de l'ingénierie de formation, de l'ingénierie pédagogique et de la conduite de projet
- Savoir mobiliser l'ensemble des acteurs dans la conception et la mise en œuvre d'un dispositif de formation
- Savoir évaluer et concevoir l'évaluation comme démarche de formation

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Conférence thématiques
- Ateliers d'apprentissage par l'action
- Analyse des besoins en formation
- Principaux aspects des actions de formation
- Ingénierie de la formation, ingénierie pédagogique
- Formation à distance et e-learning
- Conduite de projet et management de la formation
- Évaluation

Avec le soutien de l'OIF:



MANAGEMENT

Project Management and Training engineering

STRENGTHENING COMPETENCES ABILITY TO INNOVATE

PEDAGOGY TRAINING ENGINEERING HANDS-ON LEARNING

OUTLINE

Reinforcing skills of actors involved in training is a major strategic key to development. The excellence of organizations, the quality of the actions they undertake and the satisfaction of the users are strongly linked to the competences of those in charge of the training, to their ability to design and to steer the training process, but also to their ability to innovate. This specialized international course aims to enable officers working in the field of training (in charge of training, instructors, technical coordinators, etc.) to improve their professional skills by reinforcing and developing them in training engineering, in teaching development, and more generally, in managing a training project. Beyond the contexts (global, regional, local) and strategic issues of training (strengthening skills, development, governance, etc.), the course covers the fundamental aspects of any training project, from the analysis of training needs to assessment, incorporating the dimensions of both training engineering and teaching development, as well as the managerial aspects of implementing training plans.

OBJECTIVES

- To be able to identify and underline training needs
- To acquire key knowledge of training and teaching engineering, as well as project management
- To mobilize all those who are involved in designing and implementing a training program
- To assess and design assessment as a training approach

PROVISIONAL CONTENTS

- Theme-based conferences
- Hands-on learning workshops
- Analysis of training needs
- Main aspects of training plans
- Training and teaching engineering
- Distance learning and e-learning
- Project management and training management
- Assessment

With the support of the OIF:



PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** July 9 to 20, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Training officers, instructors, technical coordinators, human resources directors.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Designed in a hands-on learning perspective, the teaching approach requires participants to identify an issue linked to a situation they have come across in practice and to develop a response, by applying the theory, themes and methodology studied.

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 17 au 28 septembre 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Personnels travaillant notamment dans le domaine de la sécurité, diplomates, militaires, personnels (secteurs public, privé, associatif) travaillant à l'international dans des structures de veille ou d'analyse.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers et travaux en groupes seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins. Des études de cas seront développées en partenariat avec le Centre de compétences sur la négociation humanitaire du CICR.

VERBATIM

« Cette formation m'a permis d'approfondir d'avantage mes connaissances sur les diverses questions relatives à la gestion des crises et post-conflits et d'acquérir une vue d'ensemble sur cette thématique qui pourrait dans les années à venir être encore un peu plus d'actualité, surtout en ce qui concerne les élections et le contentieux post-électoral en Afrique. »

Management de crise et gestion post-conflit

CRISE POST-CONFLIT ANTICIPATION PRÉVENTION
NÉGOCIATION STABILISATION ÉTAT DE DROIT

PRÉSENTATION

Dans un contexte de mutations profondes, il est nécessaire d'être préparé et formé à affronter des situations de crises, accidentelles ou structurelles. Au-delà des dimensions techniques fondamentales de gestion de ces crises, et face à leur caractère de plus en plus souvent inédit, chacun doit être en mesure d'adopter des approches compréhensives et des modalités comportementales spécifiques face aux pertes de repères qu'engendrent les crises, afin de maintenir la cohésion des équipes, la pertinence et la cohérence des actions. Cette capacité à appréhender à la fois l'urgence du terrain et l'importance de la réflexion, à articuler théorie et pratique, réflexion et action, constitue l'enjeu de ce cycle international spécialisé.

Le programme de la deuxième semaine sera plus spécifiquement consacré à la sortie de crise. Dans le cadre de conflits armés, civils ou internationaux, l'objectif est le retour à la paix, la mise en place d'un État de droit et des pratiques de bonne gouvernance. Le déroulement de cette deuxième semaine est conforme aux préconisations du Programme européen de formation à la gestion civile des crises (ENTRI) pour lequel l'ENA est centre de formation agréé sur le thème de la bonne gouvernance et l'administration civile.

OBJECTIFS

- Acquérir et consolider des connaissances, des savoir-faire et des comportements en lien avec le management en situation de crise et de résolution des problèmes
- Connaître les outils de veille, d'anticipation, d'analyse, de prévention et de gestion de la crise, mettre en œuvre les moyens d'un accompagnement pendant et après la crise
- Savoir élaborer une stratégie de communication de crise et mettre en place un dispositif de communication de crise, savoir faire face aux médias en situation tendue
- Savoir négocier en contexte de crise
- Savoir mobiliser l'ensemble des acteurs de la sortie et de la stabilisation de la crise

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Conférence: Crises, management et complexité
- Les conditions de la résilience
- Ateliers Management en situation de crise/La négociation internationale en contexte de crise/La négociation internationale sur les lignes de front/Les enjeux de la communication en contexte de crise
- Éviter la crise: les enjeux de la veille, les enjeux de l'analyse
- Reconstruction et aide/Les acteurs des situations post-conflit
- Bonnes pratiques de gouvernance démocratique/ Atelier: Instaurer un état de droit

Crisis management and post-conflict management

CRISIS POST-CONFLICT FORWARD PLANNING PREVENTION
NEGOTIATION STABILIZATION RULE OF LAW

OUTLINE

In a context of profound mutation, it is necessary to be prepared and trained to withstand situations of accidental or structural crisis. Beyond the fundamental technical dimensions of crisis management, and in view of their increasingly hitherto unknown character, we must all be able to adopt comprehensive approaches and specific behavioral attitudes when faced with a loss of markers generated by crises, in order to maintain team cohesion, pertinence and coherent action. An ability to cope with an emergency situation out in the field and the importance of reflection, to be able to juggle theory and practice, reflection and action, is what this specialized international course is all about.

The program of the second week will be more specifically devoted to coming out of a crisis. Within the framework of civil or international armed conflict, the aim is to restore peace, the rule of law and practices of good governance. The second week complies with the recommendations of the Europe's Training Initiative for Civilian Crisis Management (ENTRI) for which ENA is the approved training centre on the themes of good governance and civil administration.

OBJECTIVES

- To acquire and consolidate knowledge, know-how and behavior relating to management in a crisis and in problem-solving
- To learn about monitoring tools, forward planning, analysis, crisis prevention and management, implementation of means to provide support during and after a crisis
- To be able to draw up a crisis communication strategy and to set up a crisis communication facility, to be able to deal with the media in a tense situation
- To be able to negotiate in a context of crisis
- To be able to mobilize all those involved in coming out of a crisis and in stabilizing the crisis

PROVISIONAL CONTENTS

- Conference: Crises, management and complexity
- Conditions of resilience
- Workshops: Management in a crisis/International negotiation in a crisis/Frontline international negotiations/Communication issues in a crisis
- Avoiding a crisis: monitoring issues, analysis issues
- Reconstruction and aid/acting together to come out of the crisis
- Good practices of democratic governance/Workshop: Establishing rule of law

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: September 17 to 28, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris.**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Personnel working in the field of security, diplomats, military personnel, personnel (public, private and associative sectors) working in international contexts with organizations involved in monitoring and analysis.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Several workshops and group-work activities will be organized throughout the course. Participants are required to prepare elements that will be helpful in role-playing sessions and practical cases according to their expectations and requirements. Case studies will be developed in partnership with the Center of Competence on Humanitarian Negotiation of the ICRC.

TESTIMONIALS

"This course enabled me to gain a deeper understanding of the various questions regarding crisis and post-conflict management and to acquire an overview of the theme, which in years to come, could become even more relevant, particularly with regard to elections and post-electoral disputes in Africa."

PRATIQUE

- Durée: 1 semaine
- Dates: 24 au 28 septembre 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1000 euros.

PUBLIC

Représentants des secteurs privé et public, fonctionnaires, administrateurs, élus, praticiens du droit, consultants, agents et conseillers concernés par les questions européennes dans les États membres, les pays candidats et les États tiers.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les auditeurs seront invités à présenter des aspects de leur situation nationale. En conséquence, il est conseillé d'apporter toute documentation susceptible de contribuer à l'enrichissement du cycle

ACTION PUBLIQUE EUROPÉENNE

Trajectoire d'une norme européenne: de sa genèse au contentieux

NÉGOCIATION PROCESSUS LÉGISLATIF

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE CONTENTIEUX

ORDRE JURIDIQUE CADRE NORMATIF TRANSPOSITION

PRÉSENTATION

Le droit de l'Union européenne (UE) fait partie intégrante de notre réalité économique, politique et sociale. Les décisions prises par l'Union européenne ont des conséquences directes sur les États membres, leurs entreprises et leurs ressortissants. Les institutions et administrations nationales ont alors la responsabilité d'en assurer l'application et de veiller à ce que les différents acteurs concernés s'y conforment. Ce cycle à vocation opérationnelle aura pour objectif de présenter le cadre normatif de l'Union européenne, et d'examiner la trajectoire de la norme européenne depuis son état embryonnaire jusqu'à sa mise en œuvre, en passant par la phase de négociation. Il apportera également les outils nécessaires à la prévention des cas de contentieux.

OBJECTIFS

- Actualiser et affiner les connaissances en droit de l'Union européenne et ses procédures
- Comprendre le processus de formation et de rédaction des normes européennes
- Maîtriser le labyrinthe décisionnel, analyser les rapports de force et perfectionner les compétences de négociation
- Appréhender le processus de normalisation au sein de l'Union européenne
- Saisir les nuances techniques de la mise en œuvre des dispositifs normatifs de l'Union européenne
- Envisager l'ensemble des difficultés liées à la transposition, au suivi et au contrôle d'application des normes européennes
- Échanger sur ses expériences et s'inscrire dans un réseau de professionnels

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Cadre normatif, décisionnel et institutionnel de l'Union européenne
- Stratégies d'influence et négociation européenne
- Exercice de simulation: Négociation européenne au sein du Conseil de l'Union européenne
- Atelier: Rédaction d'un acte juridique de l'Union européenne
- Atelier: Transposition d'une directive
- Atelier: Application dans l'ordre juridique interne des normes édictées au niveau de l'Union européenne
- Conférence: Prévention du contentieux européen
- Atelier: Gestion du contentieux européen

Avec le soutien
de l'OIF:

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



EUROPEAN PUBLIC ACTION

EU law in action: from inception to litigation

NEGOTIATION LEGISLATIVE PROCESS

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION DISPUTES LEGAL ORDER

NORMATIVE FRAMEWORK TRANSPOSITION

OUTLINE

The law of the European Union (EU) is an integral part of our economic, political and social reality. Decisions made by the European Union have direct consequences on member States, their companies and their citizens. National institutions and administrations are then responsible for making sure that it is applied and for ensuring that the various entities involved comply with it. This course has an operational vocation and aims to present the normative framework of the European Union, and to examine the trajectory of a European standard from inception through to implementation, not forgetting the negotiation phase. It will also present the tools necessary in preventing disputes from arising.

OBJECTIVES

- To update and fine-tune knowledge of the law and procedures of the European Union
- To understand the process by which European standards are formed and drafted
- To master the decision-making maze, analyze the balance of power and to perfect negotiating skills
- To gain an understanding of the standardization process within the European Union
- To get to grips with the technical subtleties of the implementation of the European Union's normative provisions
- To consider all the difficulties linked to transposition, to monitoring and checking the application of European standards
- To exchange experiences and to join a professional network

PROVISIONAL CONTENTS

- Normative, decision-making and institutional framework of the European Union
- Strategies of influence and European negotiation
- Simulation exercise: European negotiation within the Council of the European Union
- Workshop: Drafting a legal document of the European Union
- Workshop: Transposition of a directive
- Workshop: Application in the internal legal order of standards enacted by the European Union
- Conference: Preventing European disputes
- Workshop: Management of a European dispute

With the support
of the OIF:

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 1 week
- Dates: September 24 to 28, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,000 euros.

TARGET AUDIENCE

Representatives of the public and private sectors, civil servants, administrators, elected officials, legal practitioners, consultants, agents, and advisers concerned by European matters in Member States, candidate countries and third countries.

TEACHING METHODS

Auditors will be invited to present aspects of their national situation. Accordingly, they are advised to bring any documentation that may contribute to enriching the cycle.

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 8 au 19 octobre 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Représentants des Commissions nationales consultatives des droits de l'homme, diplomates, fonctionnaires, magistrats, avocats, responsables d'organismes publics ou parapublics concernés par les politiques de droits de l'homme, membres d'organisations non gouvernementales, journalistes.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Le cycle donnera lieu à des ateliers sur les juridictions régionales (système africain et système européen) ainsi que sur l'éducation aux droits de l'homme. Des exercices de simulation seront organisés. Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins.

VERBATIM

«Les enseignements ont été hautement professionnels. À noter la disponibilité des intervenants à répondre à chacune de nos préoccupations.»



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNANCE

Protection des droits
de l'homme

PROTECTION LIBERTÉS PLAIDOYER HUMANITAIRE
JUSTICE PÉNALE

PRÉSENTATION

Les droits de l'homme, consacrés dans La Déclaration universelle des droits de l'homme (DDHC) de 1948, sont définis comme les droits inaliénables de tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, sexe, origine ethnique ou nationale, couleur, religion, langue ou toute autre condition. Si, depuis 1948, la communauté internationale s'est dotée d'un dispositif complexe de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un décalage profond demeure entre la rhétorique et la réalité et l'on observe une remise en cause de plus en plus importante de l'indivisibilité et de l'universalité de ces droits.

Ce cycle, proposé en coordination avec la Commission nationale consultative des droits de l'homme, propose une réflexion sur la portée et les limites des droits de l'homme, tant sur les plans théoriques que pratiques. Il examine les instruments juridiques dédiés au respect de ces droits, les acteurs publics et privés qui participent à leur défense ainsi que les problématiques spécifiques à certains groupes vulnérables.

OBJECTIFS

- Acquérir les méthodes de plaider
- Renforcer ses compétences en droit international des droits de l'homme et sur chacune des thématiques particulières des droits de l'homme
- Savoir mobiliser les acteurs de la défense des droits de l'homme
- Maîtriser les outils pédagogiques permettant un débat public
- Apprendre à faire de l'éducation un outil de prévention des atteintes des droits fondamentaux

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Historique et évolution de la notion de droits de l'homme
- État des lieux du respect des droits de l'homme en France et dans le monde
- Instruments et garanties juridiques de la protection des droits de l'homme en droit interne et en droit international (étude des mécanismes onusiens et des différents systèmes régionaux)
- Acteurs de la défense des droits de l'homme: États, ONG, défenseurs des droits de l'homme, institutions nationales de défense des droits de l'homme, médias
- Focus sur des thématiques particulières: justice pénale internationale, droits des femmes, droits des enfants, droits des personnes LGBTI, droits des personnes réfugiées et déplacées, droits économiques et environnementaux, sociaux et culturels, droit international humanitaire, droits de l'homme en contexte électoral, etc.
- L'éducation aux droits de l'homme

GOVERNANCE

Protecting human rights

PROTECTION LIBERTIES ADVOCACY
HUMANITARIAN CRIMINAL JUSTICE

OUTLINE

Human rights, enshrined in the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) of 1948, are defined as inalienable rights of all human beings, regardless of their nationality, place of residence, sex, ethnic or national origin, color, religion, language or any other condition. If, since 1948, the international community has acquired a complex scheme for the promotion and the protection of human rights and fundamental freedoms, nevertheless a profound discrepancy remains between rhetoric and reality, and the indivisibility and the universality of these rights is increasingly being brought into question.

This course, presented in coordination with the National Consultative Commission on Human Rights, proposes to reflect upon the scope and the limits of human rights, from both a theoretical and a practical point of view. It examines the legal instruments dedicated to the respect of human rights, the public and private stakeholders who defend them, as well as the specific problems relating to certain vulnerable groups. A number of workshops on regional jurisdictions (the African and the European systems) will be organized during this course, as well as workshops on human rights education. Simulation exercises will be organized.

OBJECTIVES

- To acquire advocacy methods
- To reinforce skills in international human rights law and on each of the particular themes of human rights
- To be able to mobilize those involved in defending human rights
- To master the teaching tools enabling public debate
- To know how to use education to prevent breaches of fundamental rights

PROVISIONAL CONTENTS

- History and development of the notion of human rights
- Inventory of the respect of human rights in France and worldwide
- Legal instruments and guarantees of the protection of human rights in national law and international law (study of the mechanisms of the United Nations and various regional systems)
- Human rights actors: States, NGOs, human rights defenders, national institutions defending human rights, media
- Focus on particular themes: international criminal justice, women's rights, children's rights, rights of LGBTI people, rights of refugees and displaced persons, economic and environmental rights, social and cultural rights, international humanitarian law, human rights in electoral contexts, etc.
- Human rights education

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: October 8 to 19, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Representatives from the National Consultative Commissions on Human Rights, diplomats, civil servants, judges, lawyers, managers from public or parapublic organizations concerned with human rights policies, members of non-governmental organizations, journalists.

TEACHING METHODS

A number of workshops on regional jurisdictions (the African and the European systems) will be organized during this course, as well as workshops on human rights education. Simulation exercises will be organized. A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants are required to prepare elements that will be helpful in role-play sessions and practical cases according to their expectations and requirements.

TESTIMONIALS

“The teaching was highly professional. The contributors were available to deal with any matter we raised.”



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRATIQUE

- **Durée:** 2 semaines
- **Dates:** 8 au 19 octobre 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Hauts fonctionnaires issus de différents secteurs en charge des investissements publics, des marchés publics et des services économiques centraux et de ceux des collectivités locales.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plateforme de travail collaboratif sera ouverte une semaine avant le début du cycle. Les participants sont priés de se munir de toute documentation susceptible de contribuer à enrichir leur présentation orale.

GOVERNANCE

Gestion des investissements publics

INVESTISSEMENTS PUBLICS GESTION DE PROJET PLANIFICATION

INFRASTRUCTURES SERVICES PUBLICS FISCALITÉ

MARCHÉS PUBLICS

PRÉSENTATION

Grâce à la mise à disposition d'infrastructures sociales et économiques, les investissements publics permettent la fourniture de services publics fondamentaux (mise en place d'écoles, d'hôpitaux, de logements sociaux...) et améliorent l'environnement économique au service de l'emploi. Par ailleurs, la gestion des investissements publics est l'une des clés permettant de doper la croissance économique et de favoriser un environnement plus compétitif en fournissant des infrastructures pour les télécommunications, l'énergie ou les transports.

Un important corpus de recherches théoriques et empiriques a montré que les pays dont les institutions de gestion d'investissements publics sont puissantes, enregistrent des résultats plus prévisibles, plus efficaces et plus productifs en couvrant tout le cycle des investissements publics. Cette formation a pour objectif d'identifier le cadre d'une gestion rigoureuse des investissements publics afin de maximiser les bénéfices générés par des projets financés par des fonds publics. Son objectif est de proposer des outils permettant d'évaluer l'efficacité des orientations en matière d'investissements et du développement de projets, et ce à chaque étape: planification, mise en œuvre et allocation.

OBJECTIFS

- Identifier les politiques menées par les pays à tous les niveaux de développement
- Évaluer les forces et les faiblesses de chaque cadre institutionnel
- Évaluer les coûts budgétaires et les risques potentiels engendrés par les marchés publics
- Gérer des projets d'investissement à chaque étape: planification des investissements et allocation, mise en œuvre et évaluation de projets

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Orientations en matière d'investissements et développement des projets
- Cadre juridique et réglementaire pour la gestion des investissements publics
- Cadre institutionnel pour la gestion des investissements publics
- Sélection et budgétisation des projets
- Mise en œuvre et ajustement des projets
- Réalisation, revue et évaluation
- Recommandations de différentes organisations nationales et internationales

GOVERNANCE

Public Investment Management

PUBLIC INVESTMENT PROJECT MANAGEMENT PLANNING

IMPLEMENTING INFRASTRUCTURE PUBLIC SERVICES TAXATION

PUBLIC PROCUREMENT

OUTLINE

Through the provision of social and economic infrastructure, public investment enables the delivery of key public services (schools, hospitals, public housing...) and improves the economic environment for employment growth. Furthermore, public investment management is one of the main tools to enhance economic growth and to foster a more competitive environment by providing telecommunication, energy or transport infrastructure.

A large body of theoretical and empirical research has shown that countries with strong public investment management institutions have more predictable, more efficient and more productive results covering the whole cycle of public investment.

The objective of this course is to identify the framework for robust public investment management that will maximize the benefits generated by publicly funded projects. It aims to deliver tools to assess the effectiveness of investment guidelines and project development at each stage: planning, implementation and allocation.

OBJECTIVES

- Identify the policies applied by countries at each level of development
- Evaluate the strengths and the weaknesses of each institutional framework
- Assess the potential fiscal costs and risks arising from public procurement
- Manage investment projects at each stage: investment planning and allocation, project implementation and evaluation

PROVISIONAL CONTENTS

- Investment and project development guidance
- The legal and regulatory framework for public investment management
- The institutional framework for managing public investment
- Project selection and budgeting
- Project implementation and adjustment
- Completion, review and evaluation
- Recommendations from various national and international organizations

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 2 weeks
- **Dates:** October 8 to 19, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

High-level civil servants from various fields involved in public investment, public procurement and economic departments at the central and the local level.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Participants are requested to bring with them any documentation which might support their oral presentation.

PRATIQUE

- **Durée:** 1 semaine
- **Dates:** 15 au 19 octobre 2018
- **Lieu:** École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1000 euros.**

PUBLIC

Fonctionnaires, diplomates et autres auditeurs potentiels travaillant sur des problématiques relatives à la justice et aux affaires intérieures, à l'immigration et à l'asile, issus des États membres de l'Union européenne, de pays candidats et de pays tiers.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les séances sont conduites d'une manière interactive afin de permettre aux participants d'engager une discussion, d'échanger sur leurs expériences, de s'inscrire dans un réseau de professionnels et d'améliorer leurs pratiques à travers des études de cas, des exemples concrets et, éventuellement, des travaux de groupe.

ACTION PUBLIQUE EUROPÉENNE

Asile et migrations dans l'Union européenne

ESPACE EUROPÉEN DE LIBERTÉ DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE

SÉCURITÉ | GESTION DES FRONTIÈRES | TERRORISME

MIGRATIONS LÉGALE ET ILLÉGALE | DIMENSION HUMANITAIRE

PRÉSENTATION

L'un des objectifs fondamentaux de l'Union européenne est d'instaurer un espace de libre circulation dans lequel les droits et la sécurité, aussi bien des citoyens européens que des ressortissants non européens, sont garantis. Principal but visé: leur permettre d'effectuer différents types d'activités (culturelles, sociales et économiques) qui contribuent à la croissance de l'UE dans un environnement stable, légal et sûr. Au cours de ces dernières décennies, l'UE a développé des politiques dynamiques qui évoluent continuellement en réponse aux défis et aux opportunités qui émergent dans un espace européen sans frontières intérieures et dans un contexte de mondialisation croissante. Aujourd'hui, cependant, l'UE fait face à une crise majeure de l'immigration.

Ce séminaire porte sur les problématiques complexes relatives à l'immigration (légale et illégale), à l'asile et à la sécurité (crime organisé, trafic d'êtres humains et terrorisme), problématiques devenues particulièrement cruciales pour l'avenir de l'Union européenne.

OBJECTIFS

- Faciliter la compréhension, par les participants, des acteurs impliqués dans la construction d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice
- Mieux comprendre les principaux défis de la crise migratoire: dimensions géographiques, juridiques, politiques et stratégiques
- Mieux appréhender les problématiques de la gestion des frontières et de la sécurité
- Aborder les défis liés aux demandeurs d'asile et en débattre
- Mettre l'accent sur l'immigration légale et les dimensions de l'intégration

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Architecture de l'UE et processus décisionnels
- Étude de cas: l'Union européenne face à un défi majeur, la crise migratoire
- Gestion des frontières: défis liés à la sécurité
- Gestion des frontières: instruments existants
- La dynamique et les défis liés à l'asile
- Étude de cas: les demandeurs d'asile en France
- Conférence et études de cas: immigration légale et intégration, la dimension humanitaire

EUROPEAN PUBLIC ACTION

Asylum and migration in the European Union

EUROPEAN AREA OF FREEDOM SECURITY AND JUSTICE | SECURITY

BORDER MANAGEMENT | TERRORISM | LEGAL AND ILLEGAL MIGRATION

HUMANITARIAN DIMENSION

OUTLINE

One of the European Union's fundamental objectives is to create an area of free movement where the rights and security of both EU citizens and non-EU nationals are guaranteed. The overall aim is to allow them to carry out various types of activities (cultural, social and economic) that contribute to the EU's growth in a stable, lawful and secure environment. Over the past decades, the EU has developed a dynamic policy field that evolves continuously in response to the opportunities and challenges that arise from the European area without internal borders and from increased globalization. Today, however, the EU is facing a major crisis regarding migration.

This seminar is dedicated to complex issues related to migration (legal and illegal), asylum and security (organized crime, human trafficking and terrorism) that the EU is confronted with today.

OBJECTIVES

- To enhance participants' understanding of the actors involved in the construction of an European Area of Freedom, Security and Justice
- To better understand the main challenges regarding the migration crisis: geographical, political, strategic and legal dimensions
- To have a better grasp of border management and security issues
- To raise and discuss the challenges linked with asylum seekers
- To focus on legal migration and integration dimensions

PROVISIONAL CONTENTS

- EU architecture and decision-making
- The European Union facing a major challenge: the migration crisis
- Border management: security challenges
- Border management: existing instruments
- The dynamics and challenges of asylum
- Asylum seekers in France
- Legal migration and integration: humanitarian dimensions

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration:** 1 week
- **Dates:** October 15 to 19, 2018
- **Venue:** École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,000 euros.**

TARGET AUDIENCE

Civil servants, diplomats, and other potential auditors working on issues related to justice and home affairs, migration and asylum from the EU Member States, candidates and third countries.

TEACHING METHODS

This seminar will be foremost interactive combining expert presentations, case studies, sharing field and participants' experience and exchanges.

PRATIQUE

- **Durée: 2 semaines**
- **Dates: 26 novembre au 7 décembre 2018**
- **Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.**

PUBLIC

Diplomates, élus locaux, fonctionnaires expérimentés d'administration centrale ou locale exerçant des responsabilités dans le champ des relations internationales, du développement économique ou de la gestion urbaine.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme de travail collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Plusieurs ateliers et travaux en groupes seront proposés durant toute la formation. Les auditeurs sont priés de préparer des éléments utiles pour les mises en situation et cas pratiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins. Des visites de terrain seront organisées dans des institutions partenaires et des lieux innovants.

VERBATIM

«Je recommande vivement ce cours pour les fonctionnaires de tous niveaux, concernés par cette thématique, qu'ils travaillent dans une organisation gouvernementale centrale, mais aussi locale ou dans la société civile».

GOUVERNANCE

Politiques urbaines et internationalisation des villes

DIPLOMATIE GLOBALE DÉVELOPPEMENT URBAIN

PLANIFICATION URBAINE INNOVATION SMART CITIES

INCLUSION MENTORING

PRÉSENTATION

Selon les Nations Unies, plus de la moitié de la population mondiale habite aujourd'hui dans les villes et plus d'un milliard de personnes, soit un tiers de la population urbaine, vit dans des bidonvilles.

En cette période de globalisation accélérée, de compétition accrue pour l'investissement international (grands projets, sièges d'institutions...), de valorisation des territoires pour l'obtention d'événements internationaux commerciaux, sportifs ou culturels, d'étalement urbain et d'accroissement des inégalités, les politiques urbaines constituent un enjeu stratégique majeur pour les villes et régions métropolitaines. Les défis globaux devenant progressivement des défis urbains, les villes doivent assurer la qualité de leurs services et prendre en compte les nombreux changements démographiques et environnementaux afin d'accompagner l'expansion urbaine et la croissance économique dans le respect de la dignité humaine et de l'environnement durable.

OBJECTIFS

- Acquérir les bases essentielles de l'action extérieure des collectivités territoriales et de la coopération entre villes
- Échanger sur les bonnes pratiques en matière de planification et de gestion urbaine
- Savoir identifier les besoins des citoyens pour trouver des solutions innovantes en matière de services
- Connaître les réseaux régionaux et internationaux des villes et territoires et étudier les capacités de sa ville ou de son territoire en termes de leadership

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Fondamentaux, méthodes et outils de l'action extérieure des collectivités territoriales
- Développement urbain et performance économique
- Expansion et congestion urbaine
- Visites: la planification urbaine, institutions partenaires...
- Renforcement en capacité de gestion des villes
- La prestation de service: recherche de solutions innovantes
- Villes et territoires intelligents
- Inclusion sociale/durabilité environnementale
- Échanges d'expériences/mentoring des villes
- Réseautage des villes: leadership des villes et des ports
- Conférence: la stratégie des relations internationales d'une grande ville des Brics
- Diplomatie des villes: l'exemple de la Ville de Paris et l'accueil de grands événements sportifs
- Diplomatie mondiale, locale et solidarité
- Action internationale de la société civile: points de vue national et local

GOUVERNANCE

Local Authorities, Cities and Global Diplomacy

CITIES LOCAL AUTHORITIES GLOBAL DIPLOMACY

URBAN DEVELOPMENT URBAN PLANNING INNOVATION

SMART CITIES INCLUSION MENTORING

OUTLINE

According to the United Nations, more than half of the world's population today are city dwellers and more than one billion people, i.e. one third of the world's urban population, live in shanty towns.

Urban policy has become a major strategic issue for cities and metropolitan regions in this era of accelerated globalization, of increased competition for international investment (for major projects, for institutional headquarters, etc.), of infrastructure building in view of obtaining international commercial, sports and/or cultural events, of urban sprawl and of increasing inequality. As global challenges gradually become urban challenges, cities must secure the quality of their services and take into account the numerous demographic and environmental changes so as to support urban expansion and economic growth while respecting human dignity and preserving a sustainable environment.

OBJECTIVES

- To acquire the fundamentals of local government external action and of inter-cities cooperation
- To exchange good planning and urban management practices
- To be able to identify citizens' needs in order to find innovative solution for services
- To become familiar with the regional and international networks of cities and local governments, and to appraise the leadership capacity of your city or area

PROVISIONAL CONTENTS

- Local government external action fundamentals, methods and tools
- Urban development and economic performance
- Site visits: urban planning, institutional partners, etc.
- Reinforcing the management capacities of cities.
- Providing services: the search for innovative solutions
- Smart cities and areas
- Social inclusion and environmental sustainability
- Experience sharing and mentoring cities
- When cities go networking: cities and ports' leadership
- Conference: the international relations strategy of a large BRICs city
- City diplomacy: the example of the City of Paris and the hosting of major sporting events
- World diplomacy, local diplomacy, and inclusive diplomacy
- Civil society international action as seen from national and local points of view

PRACTICAL INFORMATION

- **Duration: 2 weeks**
- **Dates: November 26 to December 7, 2018**
- **Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris**
- **Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.**

TARGET AUDIENCE

Diplomats, locally elected officials, experienced civil servants from central or local administration with responsibilities in the field of international relations, economic development or urban management.

TEACHING METHODS

A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course. Several workshops and group-work activities will be organized throughout the course. Participants are required to prepare elements that will be helpful in role-play sessions and practical cases according to their expectations and requirements. Field visits will be organized in partner institutions and innovative places.

TESTIMONIALS

"I would strongly recommend this course for civil servants of all levels, for someone who works in the field concerned in central government, but also in local government or in civil society."

PRATIQUE

- Durée: 2 semaines
- Dates: 3 au 14 décembre 2018
- Lieu: École nationale d'administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Les frais d'inscription pour les candidats non boursiers du Gouvernement français sont de 1600 euros.

PUBLIC

Hauts fonctionnaires de l'État et de collectivités territoriales, élus, chargés d'évaluation des politiques publiques...

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Une plate-forme collaborative sera ouverte une semaine avant le début de la formation. Ce cours sera basé sur des exemples et des études de cas.

GOUVERNANCE

Les politiques publiques: de la conception à l'évaluation

ÉVALUATION CONTRÔLE PARTICIPATION

ÉVALUATION PARTICIPATIVE INNOVATION PUBLIQUE

PRÉSENTATION

Les politiques publiques constituent le principe même d'intervention des gouvernements et un vecteur essentiel de modernisation de l'État. Dans un contexte de rationalisation croissante de l'action publique, il apparaît plus que jamais nécessaire de s'assurer de l'efficacité et de l'efficience des politiques publiques. Cet impératif qui est au cœur de la réforme de l'État est présent du stade de la conception à celui de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques. Les questions liées au financement et à la construction des indicateurs d'évaluation seront tout particulièrement abordées car déterminantes pour apprécier la performance d'une politique publique. Enfin, la question de la participation des usagers sera également envisagée sous l'angle du renouvellement des modes de l'action publique, faisant de la participation citoyenne un enjeu d'innovation et de démocratisation des systèmes de gouvernance publique.

OBJECTIFS

- Présenter les principaux acteurs et les différentes phases de conception, diagnostic, élaboration, financement, mise en œuvre et évaluation d'une politique publique
- Comprendre et maîtriser les différentes logiques de mise en œuvre d'une politique publique: relations entre l'État et les collectivités territoriales, répartition des compétences, coordination à l'échelle européenne et internationale
- S'imprégner de nouvelles façons de penser et de faire les politiques publiques

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Conception et élaboration d'une politique publique: acteurs, méthodes et enjeux
- Procédures de contrôle: acteurs, types de contrôle et responsabilités engagées
- Démarche d'évaluation, performance, adéquation des moyens humains et financiers par rapport aux objectifs attendus
- Place du citoyen dans l'élaboration des politiques publiques
- Faire les politiques publiques autrement: nudge, design, etc.

GOVERNANCE

Public Policies: from conception to evaluation

ASSESSMENT CONTROL PARTICIPATION DESIGN

COLLABORATIVE ASSESSMENT PUBLIC INNOVATION

OUTLINE

Public policies are the quintessential form of government intervention and an essential vector for State modernization. In a context of increasing rationalization of public action, it seems more necessary than ever to ascertain public policies' effectiveness and efficiency. This imperative, which is central to State reform, is present in all the stages of a public policy, from its conception to its implementation and further on to its assessment. Particular attention will be devoted to the subjects of policy funding and of building relevant indicators, as they are both crucial for assessing the performance of a policy. Finally, user participation will be considered from the angle of the renewal of the means of public action, with citizens' involvement becoming innovation and democratization goals of public governance systems.

OBJECTIVES

- To present the main actors and different phases of conception, diagnosis, drafting, funding, implementation and assessment of public policy
- To understand and master the various strategies of policy implementation: relations between central and local government, power sharing, European and international cooperation
- To get a grasp of the newer ways of thinking about public policies and implementing them

PROVISIONAL CONTENTS

- The conception and drafting of a public policy: the actors involved, the methods and the issues
- Control procedures: the actors involved, the different types of control and the responsibilities involved
- Policy assessment, performance measuring, matching human and financial resources to the expected aims
- The role of citizens in drawing up public policy
- The newer ways of making public policy: nudging, policy design, etc.

PRACTICAL INFORMATION

- Duration: 2 weeks
- Dates: December 3 to 14, 2018
- Venue: École Nationale d'Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1,600 euros.

TARGET AUDIENCE

High-ranking civil servants from central and local government, elected officials with public policy assessment responsibilities.

TEACHING METHODS

This course will be based on examples and case studies. A collaborative work platform will be opened one week before the start of the course.

Table des matières

CISAP EN FRANÇAIS

Management			
FR	5 > 16 mars	Femmes dirigeantes: management et leadership	10
FR	03 > 13 avr.	Pratique de la négociation et de la médiation	20
FR	23 avr. > 13 mai 14 > 25 mai	Gestion de projet – Formation SPOC à distance et en présentiel	24
FR	22 mai > 1 ^{er} juin	Conduire le changement dans l'administration	30
FR	04 > 08 juin	Innovation et transformation numérique du secteur public	32
FR	09 > 20 juil.	Conduite de projet et ingénierie de la formation	44
FR	17 > 28 sept.	Management de crise et gestion post-conflit	46
FR	05 > 16 nov.	GRH et management dans la fonction publique	26
Gouvernance			
FR	19 > 30 mars	Préparation et exécution du budget de l'État	14
FR	19 > 30 mars	Gouvernance et développement territorial: les enjeux de la décentralisation	16
FR	19 mars > 13 avr.	Organisation du travail parlementaire	18
FR	14 > 25 mai	Contrôle, audit et évaluation de la dépense publique	28
FR	04 > 15 juin	Promotion et valorisation des biens culturels et naturels	36
FR	25 juin > 06 juil.	La lutte contre la corruption	40
FR	25 juin > 06 juil.	Nouveaux enjeux, nouveaux outils, nouveaux acteurs de l'aide internationale au développement	42
FR	08 > 19 oct.	Protection des droits de l'homme	50
FR	03 > 14 déc.	Les politiques publiques: de la conception à l'évaluation	58
Action publique européenne			
FR	23 > 27 avr.	Union européenne et politique européenne de voisinage sud	22
FR	24 > 28 sept.	Trajectoire d'une norme européenne: de sa genèse au contentieux	48

CISAP EN ANGLAIS

Management			
EN	14 > 25 mai	Management dans la fonction publique	27
EN	04 > 15 juin	Compétences et outils diplomatiques dans un monde en mutation	34
EN	11 > 15 juin	Innovation et transformation numérique du secteur public	33
Gouvernance			
EN	12 > 23 mars	Démocratie ouverte	12
EN	18 > 29 juin	Organisation du travail parlementaire	19
EN	10 > 21 sept.	La lutte contre la corruption	41
EN	1 ^{er} > 12 oct.	Gouvernance locale	17
EN	08 > 19 oct.	Gestion des investissements publics	52
EN	26 nov. > 7 déc.	Politiques urbaines et internationalisation des villes	56
Action publique européenne			
EN	18 > 22 juin	L'action extérieure de l'Union européenne: principaux acteurs et enjeux majeurs	38
EN	15 > 19 oct.	Asile et migrations dans l'Union européenne	54

Table of contents

CISAP IN FRENCH

Management			
FR	March 05 > 16	Women Leaders: Management and Leadership	11
FR	Apr. 03 > 13	Negotiation and mediation	21
FR	Apr. 23 > May 13 May 14 > 25	Project management	25
FR	May 22 > June 1st	Change management in administration	31
FR	June 04 > 08	Innovation and digital transformation of the public sector	32
FR	July 09 > 20	Project Management and Training engineering	45
FR	Sept. 17 > 28	Crisis management and post-conflict management	47
FR	Nov. 05 > 16	Human Resources Management in the public sector	26
Gouvernance			
FR	March 19 > 30	Preparing and implementing the State Budget	15
FR	March 19 > 30	Local government and Territorial development	16
FR	March 19 > Apr. 13	The Organization of Parliamentary Work	18
FR	May 14 > 25	Control, audit and assessment of public expenditure	29
FR	June 04 > 15	Promoting and Enhancing Cultural and Natural Heritage	37
FR	June 25 > July 06	Fighting corruption	40
FR	June 25 > July 06	New issues, new tools, new players in international development aid	43
FR	Oct. 08 > 19	Protecting human rights	51
FR	Dec. 03 > 14	Public policies: from conception to evaluation	59
European public action			
FR	Apr. 23 > 27	The European Neighbourhood Policy in the Southern Countries	23
FR	Sept. 24 > 28	EU law in action: from inception to litigation	49

CISAP IN ENGLISH

Management			
EN	May 14 > 25	Management in the public sector	27
EN	June 04 > 15	Diplomatic Skills and Tools in a Changing World	35
EN	June 11 > 15	Innovation and digital transformation of the public sector	33
Gouvernance			
EN	March 12 > 23	Open Democracy and Government	13
EN	June 18 > 29	The Organization of Parliamentary Work	19
EN	Sept. 10 > 21	Fighting corruption	41
EN	Oct. 1st > 12	Local Government	17
EN	Oct. 08 > 19	Public Investment Management	53
EN	Nov. 26 > Dec. 07	Local Authorities, Cities and Global Diplomacy	57
European public action			
EN	June 18 > 22	EU diplomacy: Main Actors and Challenges	39
EN	Oct. 15 > 19	Asylum and migration in the European Union	55

**École nationale
d'administration**

1 rue Sainte-Marguerite
67080 Strasbourg Cedex
Tél + 33 (0)3 88 21 44 44

2 avenue de l'Observatoire
75272 Paris Cedex 06
Tél: +33 (0)1 44 41 85 00

twitter.com/ena_fr

facebook.com/ÉcoleNationaleAdministration

www.ena.fr

